

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales.

- Portugal. Les Portugais manifestent contre le plan de rigueur. (30.05)
- Italie. Berlusconi défend le plan d'austérité, grève générale envisagée. (27.05)
- En Chine, des salariés doivent s'engager par écrit à ne pas se suicider. (27.05)
- Le Danemark à son tour frappé par la rigueur. (26.05)
- Espagne. Les syndicats espagnols appellent à la grève pour protester contre l'austérité. (26.05)
- Italie. Le gouvernement italien approuve un plan de 24 milliards d'euros d'économies budgétaires. (26.05)
- Espagne. PSOE = FMI. La réaction en trois actes. (25.05)
- Espagne. Appel à la grève dans les chemins de fer espagnols le 28 mai. (23.05)
- Espagne. Les fonctionnaires espagnols manifestent contre les baisses de salaire. (21.05)
- Colombie. Un défenseur des sans-terre assassiné en Colombie. (21.05)
- Madagascar. Affrontements entre des militaires et des policiers à Madagascar. (21.05)
- Grèce. Nouvelle grève contre l'austérité en Grèce. (21.05)
- Afghanistan : des talibans attaquent la plus grande base de l'OTAN. (20.05)
- Roumanie. Des dizaines de milliers de Roumains dans la rue contre l'austérité. (20.05)
- Thaïlande. Bangkok s'embrase après la chute du camp des "Chemises rouges". (20.05)
- Haïti. Manifestation contre le président Préval en Haïti. (19.05)
- USA. En plus de vingt ans, l'écart de richesse a quadruplé entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis. (19.05)
- Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire. (18.05)
- Roumanie: les syndicats rejettent le plan d'austérité du gouvernement. (18.05)
- USA. Le Pentagone révèle ses expériences sous LSD. (15.05)
- Espagne : le juge Baltasar Garzon suspendu de ses fonctions. (15.05)
- Kirghizistan. Les partisans de Bakiev se soulèvent dans le sud du pays. (14.05)
- Espagne: les fonctionnaires appelés à débrayer le 2 juin. (14.05)
- Thaïlande. Bangkok: l'armée sort ses snipers, un chef militaire des Chemises rouges blessés. (14.05)
- Espagne. Le Tribunal suprême espagnole ordonne la tenue du procès du juge Garzon. (13.05)
- Turquie: le président convoque un référendum sur la réforme de la Constitution. (13.05)
- Grèce: les syndicats appellent à une nouvelle grève contre la réforme des retraites. (13.05)
- Grèce. Manifestation à Athènes contre le plan d'austérité. (13.05)
- Allemagne. La coalition d'Angela Merkel perd les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie. (10.05)
- Grèce: grève générale contre les mesures d'austérité, trois morts dans un incendie lors d'émeutes. (06.05)
- Kirghizistan. Les liens entre Washington et le régime déchu du Kirghizistan font polémique. (05.05)
- Un accord UE-Inde pourrait restreindre l'accès aux médicaments génériques dans les pays pauvres. (03.05)
- Népal. Grève générale au Népal à l'appel des maoïstes. (03.05)
- Egypte. Des Egyptiens manifestent pour le relèvement du salaire minimum. (03.05)
- Portugal, Irlande, Grèce et Espagne : la claque sociale. (02.05)

## **Portugal, Irlande, Grèce et Espagne : la claque sociale. (02.05)**

### **Eco89 - 30.04**

Baisse des salaires, augmentation des impôts et des taxes, recul de l'âge de la retraite... Alors que la reprise se fait fragile, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal, adoptent une rigueur budgétaire drastique pour venir à bout de déficits importants. Tour d'Europe des mesures d'austérité et de leurs conséquences sociales.

Grèce : l'arsenal de mesures pour faire bonne figure

En octobre 2009, le pays revoit à la hausse sa prévision de déficit public pour l'année à 12,5% contre 3,7% du PIB auparavant. L'ampleur de la dette publique grecque, quelques 300 milliards d'euros, révélée en décembre par le nouveau gouvernement socialiste, affole les marchés financiers.

Dès la mi-décembre, le Premier ministre socialiste Georges Papandréou annonce un plan de rigueur, renforcé en février et depuis, toujours plus drastique.

Le plan d'économie de 10 milliards d'euros, annoncé en janvier, provoque une série de manifestations en Grèce où cette panoplie de mesures n'épargne aucun secteur. Ont ainsi été annoncés :

- \* la suppression du 14e mois de salaire des fonctionnaires,
- \* des coupes de 12% des allocations,
- \* une baisse de 10% des dépenses de santé pour l'année 2010.

Le gouvernement pourrait aller plus loin. Les discussions portent désormais sur :

- \* le gel des salaires sur trois ans,
- \* le recul de l'âge de la retraite de 53 ans à... 67 ans,
- \* l'augmentation des taxes à la consommation.

Les taxes sur le tabac et sur l'alcool ont été augmentées de 20% et la TVA, rehaussée de 19% à 21%. Les bonus bancaires du secteur public sont supprimés, ceux du secteur privé seront taxés à hauteur de 90%.

Face à cette cure d'austérité, les manifestations se multiplient en Grèce. Despina Spanou, membre du syndicat ADEDY de la fonction publique, interrogé par Reuters, a évoqué la tension grandissante dans le pays :

« C'est une catastrophe ! Le gouvernement a franchi la ligne jaune. Nous ne pouvons vivre de cette manière. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour combattre ces mesures, parce que c'est une bataille pour notre survie. »

Le Premier ministre s'est justifié, considérant qu'il ne saurait y avoir de ligne jaune :

« Nombreux sont ceux qui parlent de lignes jaunes. La seule ligne jaune, c'est l'intérêt de notre pays. Aujourd'hui, la première des priorités, c'est la survie de la nation. Voilà la ligne jaune. »

Le 5 mai, une grève générale du secteur public et privé et une manifestation dans Athènes sont programmées pour défendre les « droits sociaux et économiques des travailleurs face aux exigences de l'Union européenne et du FMI ».

Irlande : on ne touche pas aux entreprises

Désormais, c'est le « I » de l'Irlande qu'il faut entendre dans l'acronyme anglophone PIGS (Portugal, Italie, Grèce et Espagne) qui désigne ces États fragiles d'Europe.

Durement touchée par la crise financière de l'automne 2008, l'Irlande a vu son déficit budgétaire atteindre pratiquement 12 % du PIB. Dès le début de l'année 2009, le gouvernement a imposé d'importantes réductions de dépenses et augmentations d'impôts.

Dans le secteur public :

- \* les départs à la retraite ne sont pas remplacés,

- \* les primes sont supprimées,

- \* les salaires des fonctionnaires (qui représentent 18% des emplois en Irlande) ont été réduits de 5% à 15%. Objectif : faire une économie de plus d'un milliard d'euros.

Les allocations sociales ont toutes été réduites, y compris pour les chômeurs tandis que le taux de chômage avoisine les 12%.

Une taxe carbone et une taxe sur l'eau (jusque ici gratuite) ont été instaurées. Une hausse générale des impôts sur les revenus a également été décidée.

Alors que ce programme touche d'abord les particuliers, Thomas Piketty relevait, en avril 2009 dans Libération, que la rigueur ne s'imposait pas aux entreprises :

« Ce qui frappe le plus, dans ce climat de crise extrême, c'est que le gouvernement s'acharne à maintenir son taux ultra-réduit de 12,5% d'impôts sur les bénéfices des sociétés.

Brian Lenihan l'a dit et répété le 7 avril : il est hors de question de revenir sur la stratégie qui a fait la fortune du pays depuis les années 1990, en attirant les sièges sociaux de multinationales et les investissements étrangers.

« Mieux vaut ponctionner lourdement la population irlandaise que de prendre le risque de tout perdre en faisant fuir les capitaux internationaux. »

Un an après, la situation financière de l'Irlande s'est améliorée mais pas celle des Irlandais. Le gouvernement s'est engagé à ne pas baisser davantage les salaires mais poursuit son tour de vis.

Après des économies budgétaires de 3 milliards d'euros en 2009, ce sont 4 milliards d'euros qui seront économisés en 2010 dont 760 millions d'euros dans les dépenses sociales.

John Monaghan, professeur au Trinity College de Dublin, interrogé par le Wall Street Journal, fait observer :

« On dit aux gens que c'est indispensable pour maintenir l'économie à flot. Mais la colère gronde. »

Portugal : la rigueur à nouveau

En mars, le gouvernement portugais s'est engagé à prendre toutes les mesures d'austérité nécessaires pour assainir ses finances publiques. Déjà fragile avant la crise, le Portugal, contrairement à la Grèce, connaît depuis longtemps une politique de rigueur (entre 2005 et 2008). Renforcée, elle fragilise des salariés qui consentent déjà à beaucoup de sacrifices.

Au programme :

- \* le gel des salaires dans la fonction publique pendant quatre ans,

- \* la réduction et la suppression de certaines allocations (notamment celles pour l'emploi des jeunes),

- \* le remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Les salaires n'ont pas été réduits : le salaire minimum est de 450 euros et le salaire moyen de 600 euros. Le gouvernement a également annoncé un plan de privatisations qui devrait rapporter près de 6 milliards d'euros.

Interrogée par Toute l'Europe, Ana Navarro Pedro, journaliste de l'hebdomadaire généraliste Visão, parle d'une situation d'urgence au Portugal :

« On a donc pour l'instant une double crise : un état d'appauvrissement de la population, qui provoque des grèves, extrêmement rares dans le pays, ainsi que de profondes divisions y compris au sein du Parti socialiste.

[...] Les dernières mesures annoncées sont considérées comme inadmissibles même par les socialistes les plus libéraux. Parce qu'au bout de cinq ans de rigueur, on voit une population absolument exsangue. »

Le sociologue Antonio Barreto a lui aussi décrit au Monde une situation sociale de plus en plus tendue : /

« La classe moyenne vit une érosion économique dont on n'a pas d'exemple récent, personne ne sait comment elle va réagir.

[...] Ces dernières semaines, les infirmières sont descendues deux fois dans la rue, des grèves sporadiques secouent le secteur des transports et de l'énergie, les enseignants menacent leur ministre de "partir en guerre". »

Espagne : le chômage galopant

Face à un déficit élevé (11,2% du PIB) et un taux de chômage record (20%), le gouvernement socialiste espagnol a engagé au début de l'année un plan d'économie budgétaire de 50 milliards d'euros sur trois ans :

\* la pression fiscale va augmenter d'environ 1% du PIB pour des recettes supplémentaires estimées à 11 milliards d'euros,

\* la TVA passera de 16% à 18%,

\* les embauches dans la fonction publique sont gelées,

\* les indemnités de licenciement baissées,

\* l'âge de départ à la retraite passe de 65 à 67 ans.

De quoi se mettre à dos les syndicats pour la première fois.

En dépit de ces efforts, l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note de la dette du pays ce jeudi 29 avril.

Alors que l'opposition somme le gouvernement de réagir, José Luis Zapatero affiche un optimisme à toute épreuve : son pays n'est pas la Grèce. Son plan d'austérité sera appliqué « à tout prix », avait-il assuré au Financial Times, mais pour l'instant, Zapatero hésite à engager de nouvelles coupes budgétaires tant la situation sociale est fragile.

Le seul secteur du bâtiment (30% des emplois en Espagne) traverse une crise sans précédent. Au début de l'année 2007, le nombre annuel des permis de construire était de 1,5 million. Ce chiffre a chuté depuis de 96%, pour atteindre seulement 60 000 permis de construire délivrés en 2009.

France : l'austérité ?

Ces politiques de rigueur, appliquées aujourd'hui dans les pays de la Zone euro dits « fragiles », pourraient être engagées ailleurs en Europe.

En mars, l'agence Fitch a maintenu le « AAA » de la France mais a évoqué le risque d'une « dérive budgétaire ». « Partout, on fait pression pour réduire les dépenses sociales. En France, on n'échappe pas non plus à la pression des marchés », explique Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE. Les tensions sociales qui en découlent sont inévitables :

« On augmente les taux de TVA, on réduit les salaires, les dépenses sociales, on impose davantage des ménages fragilisés... Tout cela pèse évidemment sur la consommation et nous replonge dans la crise.

C'est compliqué d'en sortir si les marchés continuent de se méfier et de spéculer contre les Etats. Les dettes sont dangereuses. »

En France, le mot « rigueur » n'a pas encore été prononcé. Mais pour atteindre l'objectif d'un déficit inférieur de cinq points d'ici 2013, il faudra en passer par des coupes budgétaires importantes.

Selon Eric Heyer, directeur adjoint du département d'analyses de l'OFCE (Sciences-Po), interrogé par Mediapart, Nicolas Sarkozy privilégie la rigueur... sans rien en dire. Après avoir décortiqué le programme pluriannuel des finances publiques, Eric Heyer avertit :

« L'austérité est programmée en 2010 et en 2011. Nicolas Sarkozy a prévu de contrôler ses dépenses avec une politique restrictive, qui ne manquera pas de brider la croissance. »

Là où le mot « rigueur » a bien été prononcé -et ce, sans complexe-, c'est au niveau des départements. Gilles Carrez, député UMP chargé par l'Elysée d'une mission sur les finances locales, prône le gel des contributions annuelles aux collectivités locales.

A cette annonce, Arnaud Montebourg, président socialiste du conseil général de Saône-et-Loire, a répondu que ce gel risquait surtout de favoriser la création de « petits phénomènes grecs » sur tout le territoire français. Les départements financent les allocations universelles. Selon le député, 90% des dépenses sont liées à ces protections sociales que l'Etat devrait prendre en charge :

« Pour faire face à cette situation, nous sommes obligés d'augmenter les impôts et de diminuer drastiquement les dépenses. C'est ce qui s'est passé en Seine-Saint-Denis mais aussi chez moi, en Saône-et-Loire.

Il est anormal de faire financer la solidarité nationale par les impôts locaux. Là où les collectivités sont riches, elles peuvent se payer une protection sociale et là où elles sont pauvres, elles ne peuvent pas. »

---

## **Des Egyptiens manifestent pour le relèvement du salaire minimum. (03.05)**

### **Reuters - 03.05**

Un demi-millier de personnes, syndicalistes, fonctionnaires et membres de groupes d'opposition, ont manifesté dimanche au Caire pour réclamer un relèvement du salaire minimum, fixé depuis 1984 à 35 livres (6,5 dollars) par mois.

En pratique, le salaire minimum pratiqué tourne autour de 18 dollars par mois, mais les manifestants veulent que le gouvernement exécute une décision de justice qui relèverait le chiffre et aiderait des millions de personnes défavorisées à faire face à la hausse des prix.

Les manifestations, bien que modestes, se sont récemment multipliées en Egypte, sur fond d'incertitudes quant à l'avenir politique. Au pouvoir depuis près de trente ans, le président Hosni Moubarak, qui fêtera ses 82 ans cette semaine, n'a pas dit s'il briguerait un nouveau mandat l'an prochain.

Certains manifestants ont bravé la loi d'urgence pour réclamer davantage de libertés politiques.

Mais dans un pays où, selon l'Onu, le PIB par habitant est de 1.780 dollars, les revendications politiques risquent de passer derrière les besoins plus immédiats d'amélioration des salaires et de lutte contre le chômage.

"Les prix augmentent et les salaires des ouvriers baissent. La viande est devenue un luxe que la plupart d'entre nous ne peuvent s'offrir", explique Hicham Oakal, ouvrier dans une usine du delta du Nil.

Dimanche, dans le centre du Caire, les manifestants, entourés par des centaines de membres des forces de sécurité, scandaient "Nous voulons des salaires suffisants pour le mois" et réclamaient le départ de Moubarak.

Selon le Land Centre for Human Rights, le nombre de manifestations d'ouvriers a augmenté en Egypte, passant de 97 en 2002 à 742 en 2009.

---

## **Grève générale au Népal à l'appel des maoïstes. (03.05)**

### **Reuters - 02.05**

Des milliers de militants maoïstes parcourent dimanche les rues de la capitale népalaise Katmandou, en veillant à ce que la grève générale d'une durée indéterminée à laquelle ils ont appelé soit bien suivie.

Magasins et écoles sont restés fermés dimanche, qui est un jour ouvré au Népal, et les transports publics ainsi que les taxis ne circulaient plus.

Des dizaines de milliers de partisans des anciens rebelles, partis des campagnes, ont afflué samedi dans Katmandou, où ils entendent faire pression sur le gouvernement pour qu'il démissionne et laisse place à un cabinet dirigé par les maoïstes.

Les militants se sont ainsi répandus à travers la ville en empêchant l'ouverture des magasins et en paralysant la circulation. Nombre d'entre eux scandaient: "Dissolution du gouvernement! Formez un gouvernement national!".



Les anciens rebelles ont dirigé un gouvernement de coalition en 2008 après une victoire surprise aux élections d'une assemblée constituante. Mais l'année suivante, ils ont claqué la porte du gouvernement, le chef de l'Etat refusant de limoger le chef des forces armées comme ils le réclamaient.

## **Un accord UE-Inde pourrait restreindre l'accès aux médicaments génériques dans les pays pauvres. (03.05)**

### **AP - 02.05**

Un accord de libre-échange négocié entre l'Union européenne et New Delhi pourrait réduire l'accès de millions de personnes dans les pays pauvres à des médicaments génériques bon marché fabriqués en Inde, affirment les détracteurs du projet.

Des organisations non gouvernementales, dont Médecins sans frontières, et des entreprises indiennes estiment que les règles sur la propriété intellectuelle proposées par les Européens entraveront la production des médicaments génériques indiens à bas coûts utilisés en Inde et dans de nombreux pays en développement.

"Le sort de millions d'Indiens pauvres sera décidé par un accord de libre-échange avec l'Europe", déclare Amar Lulla, un responsable de Cipla, l'un des plus gros producteurs indiens de génériques. "Si les droits de propriété industrielle l'emportent sur les droits des patients, ce serait un génocide".

Depuis les années 1970, l'Inde produit des médicaments pour les pays en développement et a révolutionné le traitement de maladies comme le SIDA, la tuberculose et le paludisme avec des génériques bon marché. Elle fabrique aujourd'hui 20% des génériques dans le monde, selon PricewaterhouseCoopers.

L'Europe affirme que rien dans l'accord en négociation n'empêchera l'Inde de continuer à jouer ce rôle. "L'UE s'engage pleinement à garantir que les personnes dans les pays les plus pauvres aient accès à des médicaments abordables", assure John Clancy, porte-parole de l'UE pour les questions commerciales.

"Rien dans l'accord proposé ne limiterait la liberté de l'Inde de produire des médicaments vitaux pour l'exportation", précise-t-il. "La Commission européenne a même proposé une clause légalement contraignante dans les négociations à cet effet."

L'UE et l'Inde espèrent signer l'accord en octobre. Les tractations se déroulent en secret, mais l'Associated Press a eu accès à un document de travail de février 2009 contenant des mesures controversées: elles allongeraient la protection des droits de propriété industrielle jusqu'à cinq ans et introduiraient la notion d'"exclusivité des données", qui pourrait contraindre les producteurs de génériques à de longs et coûteux essais cliniques, faute de ne plus pouvoir utiliser les données des grands laboratoires.

Le projet d'accord actuel contient des clauses similaires, selon des sources proches du dossier. Et Alexandra Heumber, de Médecins sans frontières (MSF), souligne que les déclarations de bonnes intentions de l'UE resteront vaines tant que ces mesures ne seront pas retirées du projet. "Ces dispositions retarderaient la concurrence et prolongeraient le monopole de l'industrie pharmaceutique", explique-t-elle.

Les entreprises indiennes craignent que l'accord n'affecte les fabricants indiens de génériques et ne rendent les médicaments plus chers dans le pays. Amit Mitra, secrétaire général de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes, un influent groupe de pression, estime que l'accord est en l'état inacceptable. "Je pense que notre gouvernement n'acceptera pas quelque chose qui entraverait la capacité de l'Inde à produire des médicaments bon marché dans le domaine des génériques", souligne-t-il.

L'accord en vue avec l'Europe n'est pas la seule menace potentielle pour l'industrie indienne des génériques. La longue méfiance entre les producteurs indiens de génériques et les grandes compagnies pharmaceutiques internationales s'estompe et certains analystes pensent l'Inde finira par adopter elle-même des règles plus strictes sur les droits de propriété intellectuelle.

Sujay Shetty, de PricewaterhouseCoopers, note que les dix plus grandes compagnies pharmaceutiques indiennes ont consacré en 2008 480 millions de dollars (363 millions d'euros) à la recherche et au développement, même si aucune n'a introduit de nouveau médicament sur le marché. Ces dernières années, l'Europe et les Etats-Unis ont utilisé des accords de libre-échange bilatéraux pour renforcer les règles de propriété intellectuelle au-delà de ce qu'impose l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces mesures sont censées soutenir l'innovation et l'investissement, mais leurs détracteurs notent qu'elles ont pour principal effet de faire grimper le coût des médicaments dans les pays pauvres.

Avec l'Inde, les enjeux sont de taille. MSF estime acheter 80% de ses traitements contre le SIDA à l'Inde. Le producteur indien Cipla précise de son côté qu'il fournit des médicaments à un malade du SIDA sur trois en Afrique.

L'Afrique du Sud, qui compte 5,7 millions de personnes contaminées par le VIH, un record mondial, distribue gratuitement des médicaments aux malades du SIDA. La plupart sont des génériques indiens.

---

## **Les liens entre Washington et le régime déchu du Kirghizistan font polémique. (05.05)**

### **AP - 02.05**

La ronde des avions américains a repris sur la base de Manas, près de Bichkek, la capitale du Kirghizistan. Le transit logistique et humain vers l'Afghanistan se poursuit sur ce lieu stratégique d'Asie centrale, où les Américains sont déployés depuis décembre 2001. L'insurrection du 7 avril, qui a mis à bas le régime de Kourmanbek Bakiev, a causé des sueurs froides à Washington, où l'on a craint une remise en cause des accords passés avec le président déchu. Le gouvernement provisoire n'a rien fait de tel, prolongeant, le 16 avril, le bail d'un an. Il a d'autres priorités : rédiger une nouvelle Constitution et organiser des élections générales en octobre.

Pourtant, une certaine agitation se développe aux Etats-Unis et à Bichkek sur les dessous des relations entre l'administration américaine (sous les présidences de George Bush, puis de Barack Obama) et le régime kirghiz, renversé par la rue. Plusieurs questions émergent : Washington a-t-il volontairement permis à la famille Bakiev de s'enrichir sur les livraisons de carburant à la base de Manas, pour s'attirer ses faveurs ? Plus largement, quel prix faut-il payer pour s'assurer la stabilité d'un pays stratégique - une stabilité au demeurant fort douteuse ?

Dimanche 2 mai, le gouvernement provisoire kirghiz a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les livraisons de carburant à la base de Manas depuis 2005 et la "révolution des tulipes", qui avait porté M. Bakiev au pouvoir. En cinq ans, 1,8 million de tonnes de carburant ont été fournies sans payer de droits de douane, a précisé le parquet de Bichkek. La base de Manas et l'argent qu'elle génère sont devenus pour l'opposition et le peuple un symbole de l'accaparement des richesses nationales par le clan présidentiel. L'un des fils du chef de l'Etat, Maxim, se serait trouvé derrière les structures recevant le carburant de la Russie à des prix très amicaux puis les revendant aux Américains au tarif mondial.

Un tel système aurait permis de dégager des dizaines de millions de dollars par an, une somme colossale vu l'anémie de l'économie kirghize. Washington était pourtant sensibilisé à ce schéma, puisque le prédécesseur de M. Bakiev, Askar Akaïev, avait utilisé le même. Après son renversement en 2005, le FBI avait pisté l'argent sur des comptes à l'étranger.

Le nouveau gouvernement provisoire, à Bichkek, compte réviser les contrats concernant la base de Manas. En 2009, les Etats-Unis ont accepté le triplement du prix de la location, qui est passé de 18 à 60 millions de dollars par an. Cet effort avait pour objectif de renverser une décision du régime kirghiz, désastreuse pour Washington : la fermeture de la base annoncée en février 2009 par M. Bakiev qui avait obtenu de la Russie une aide d'urgence et des investissements à hauteur de 2 milliards de dollars.

Son revirement a été salué par Washington, si l'on en juge par le silence de l'administration américaine au moment de l'élection présidentielle kirghize, en juillet 2009, pourtant critiquée par les organisations non gouvernementales.

### Critiques des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le soutien inconditionnel au régime Bakiev est aujourd'hui en question. L'ambassade américaine à Bichkek fait l'objet de vives critiques. Des auditions ont été lancées à la Chambre des représentants, par la sous-commission à la sécurité nationale et aux affaires étrangères. C'est devant elle, le 22 avril, qu'Eugene Huskey, spécialiste du Kirghizistan et professeur de sciences politiques à l'université de Stetson, en Floride, a apporté un éclairage cru sur les errements de la politique américaine.

Il a, en particulier, raconté ses rencontres à Bichkek, depuis deux ans, avec les leaders de l'opposition au président Bakiev. "Ils se plaignaient que, pour la première fois depuis l'époque soviétique, ils n'avaient plus aucun contact avec l'ambassade américaine", a-t-il expliqué. "Nous sommes ici aujourd'hui (devant la commission), a résumé M. Huskey, parce que les Etats-Unis ont essayé de satisfaire un dictateur."

---

## **Grèce: grève générale contre les mesures d'austérité, trois morts dans un incendie lors d'émeutes. (06.05)**

### **AP - 05.05**

Les manifestations en Grèce contre les nouvelles mesures d'austérité imposées par le gouvernement pour sortir de la crise ont dégénéré mercredi sur fond de grève générale à l'appel des syndicats du public et du privé. Selon les pompiers, trois personnes ont péri dans un incendie qui a éclaté dans une banque d'Athènes lors d'émeutes.

A Bruxelles, la Commission européenne s'est voulue rassurante, affirmant que le cas grec était "unique" et que le plan d'aide permettrait

d'endiguer la crise dans les autres pays de l'UE. Le commissaire européen Olli Rehn a ainsi qualifié d'"excessive" la crainte des marchés de voir l'Espagne et le Portugal entraînés dans la crise.

Au total, quelque 100.000 personnes sont descendues dans les rues en Grèce, selon des estimations, pour exprimer leur colère face aux nouvelles mesures d'austérité drastiques imposées par le gouvernement en contrepartie du plan d'aide cofinancé par les pays de la zone euro et le Fonds monétaire international.

Dans la capitale, plus de 25.000 personnes selon les estimations officielles (environ 60.000 selon d'autres) ont défilé en scandant "Athènes, Bruxelles, écoutez bien: cette protestation ne s'arrêtera jamais", lors de manifestations séparées. Quelque 1.500 policiers avaient été déployés pour ces rassemblements.

De violents incidents ont éclaté à Athènes, où des dizaines de manifestants ont tenté de forcer un cordon de police autour du Parlement, aux cris de "Voleurs, voleurs". D'autres troubles ont suivi, des centaines de personnes s'en prenant à des devantures de magasins et lançant des pierres en direction des policiers qui ont riposté par des jets de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes.

Des protestataires ont également jeté des cocktails Molotov sur des policiers, des bâtiments, incendié des barricades, des voitures et un camion de pompiers. Dans un des bâtiments en feu, une succursale de la banque Marfin dans le centre d'Athènes sur le parcours de la manifestation, les pompiers ont retrouvé les corps de trois victimes. Cinq autres personnes qui avaient trouvé refuge sur un balcon de l'immeuble, à l'étage, ont été secourues.

"Il nous a fallu un quart d'heure pour arriver sur place, parce qu'il était très difficile d'y accéder", a commenté un porte-parole des pompiers, Panayiotis Falaras. On ne sait pas si les victimes sont mortes brûlées ou asphyxiées par les fumées, a-t-il dit. Les personnes décédées sont deux femmes et un homme, a déclaré Filipos Petsalnikos, président du Parlement où une minute de silence a été observée à leur mémoire.

Des violences ont aussi éclaté à Thessalonique (nord), où quelque 20.000 personnes ont défilé, des jeunes brisant des vitrines de magasins et d'établissements de restauration rapide.

Cette explosion de colère semblait plus spontanée que les fréquents heurts entre policiers et jeunes anarchistes, qui déclenchent souvent des violences lors de manifestations en Grèce.

La grève générale de 24 heures a totalement paralysé le pays, clouant les avions au sol, et entraînant l'arrêt des trafics ferroviaire et maritime. Les écoles, les hôpitaux, les centres d'impôt et les sites grecs restaient fermés, alors que les commerçants ont été appelés à fermer boutique.

Si les syndicats des secteurs privé et public reconnaissent que le gouvernement se devait de réduire considérablement ses dépenses pour s'assurer le plan d'aide de 110 milliards d'euros des pays de la zone euro et du FMI, ils déplorent que ce soit les Grecs les plus modestes qui doivent en subir les conséquences par une baisse des salaires et des retraites.

"Il y a d'autres choses que le gouvernement peut faire avant de réduire les pensions de retraités qui ne touchent que 500 euros par mois", expliquait mercredi Spyros Papaspyros, responsable du syndicat des fonctionnaires ADEDY.

"Ces mesures sont unilatérales et injustes. Nous comprenons la difficulté de la situation financière mais nous devons manifester parce qu'ils réduisent nos salaires", déclarait de son côté Giorgos Vassilopoulos, représentant du syndicat des Travailleurs de la Poste grecque. "Certains d'entre nous perdent 20% de leurs salaires".

"Nous serons dans les rues chaque jour, chaque jour! On ne gagne jamais sans se battre", lançait Constantinos Doganis, un retraité de 76 ans qui touche 345 euros par mois de pension.

Une commission parlementaire devait examiner ces nouvelles mesures d'austérité mercredi après-midi, avant leur vote jeudi. Le Premier ministre grec Georges Papandréou dispose d'une confortable majorité au Parlement, qui devrait lui permettre de réunir une majorité simple de 151 voix, en dépit des critiques des partis d'opposition.

Selon le plan d'aide à Athènes, les 15 autres pays de la zone euro vont étendre leurs prêts à la Grèce à des taux d'intérêt de 5% au lieu des taux prohibitifs de 10% qui lui sont actuellement appliqués sur le marché international.

En Allemagne, Angela Merkel a exhorté mercredi les parlementaires à approuver le plan d'aide de 22,4 milliards d'euros sur trois ans accordé à la Grèce, jugeant que "l'avenir de l'Europe" était en jeu. Cette enveloppe, présentée mercredi au Parlement, devrait être approuvée d'ici à vendredi. Pour sa part, le Conseil du FMI a annoncé mardi qu'il se réunirait dimanche pour approuver un prêt de 40 milliards de dollars (30 milliards d'euros) à la Grèce.

Les marchés continuent de s'inquiéter du risque de contagion de la crise grecque à d'autres pays de la zone euro en difficulté, tels que le



Portugal et l'Espagne.

Dans un entretien publié mercredi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France", le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn estime que le "plan grec a été aussi dimensionné" pour éviter un risque de contagion en Europe, reconnaissant qu'il existe "toujours des risques" et que chacun doit rester "extrêmement vigilant".

## **La coalition d'Angela Merkel perd les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie. (10.05)**

**AP - 09.05**

Un lourd revers pour Angela Merkel: d'après les résultats définitifs, sa coalition de centre-droit a perdu dimanche les élections en Rhénanie du Nord-Westphalie, une défaite qui prive la chancelière allemande de sa majorité à la chambre haute du Parlement fédéral, le Bundesrat.

La CDU (Union chrétienne-démocrate) d'Angela Merkel a remporté 34,6% des suffrages, soit 10 points de moins que lors du précédent scrutin en 2005, et leur pire score depuis 1945. Les libéraux du FDP emportent 6,7%, sur la totalité des circonscriptions dépouillées.

L'opposition, les sociaux-démocrates du SPD ont obtenu 34,5% des voix, les Verts 12,1%, et les radicaux de La Gauche 5,6%. Le score de l'opposition ne permet cependant pas encore de savoir le gouverneur chrétien-démocrate sortant, Jürgen Rüttgers, devra abandonner cette région de 18 millions d'habitants. Les sociaux-démocrates alliés aux Verts sont en dessous de la majorité, avec respectivement 67 et 23 élus. Ils devront donc composer un attelage inédit à ce jour avec la Gauche (11 élus), ou tenter une grande coalition régionale avec les conservateurs, qui détiennent 67 sièges désormais, les Libéraux en conservant 13.

Ce scrutin organisé dans ce land du sud de l'Allemagne, le plus peuplé du pays, était le premier test électoral du second mandat de Mme Merkel, entamé en octobre à la tête d'une coalition rassemblant chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et libéraux (FDP).

Cette échéance a plané sur les efforts européens pour résoudre la crise grecque. L'opposition avait imputé les réticences premières d'Angela Merkel à débloquer des fonds pour Athènes à la proximité de ce scrutin, accusant la chancelière de vouloir éviter de prendre une décision impopulaire juste avec l'élection.

Quelque 13,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dimanche en Rhénanie du Nord-Westphalie. Ce land de l'ouest du pays, qui comprend notamment Cologne, Düsseldorf et la région industrielle de la Ruhr, a été dirigé par le SPD pendant près de 40 ans avant de tomber dans l'escarcelle de la CDU en 2005.

"Cela sonne bien sûr comme un avertissement pour les partis au gouvernement et le peuple doit savoir qu'il a été entendu", a expliqué le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle, du FDP. "Nous devons faire un effort pour regagner la confiance perdue en travaillant dur et bien".

"C'est un résultat décevant à tout point de vue", a confirmé Wolfgang Bosbach, un parlementaire influent de la CDU.

L'image de la coalition de Mme Merkel a souffert de divisions internes et de la crise de la dette en Grèce.

"Il y a trop de disputes sur la scène publique", a confirmé dimanche soir un collaborateur de la chancelière. Le secrétaire général des chrétiens-démocrates, Hermann Gröhe, a lui pointé "l'incertitude générale, les inquiétudes des gens concernant la stabilité de l'euro, la situation en Grèce".

Une majorité d'Allemands étaient opposés à une aide financière à Athènes et la chancelière s'est vu reprocher ses atermoiements dans ce dossier. Le Parlement a finalement approuvé l'octroi d'un prêt de jusqu'à 22,4 milliards d'euros sur trois ans dans le cadre de l'aide triennale à la Grèce de 110 milliards d'euros accordée par les 15 autres pays de la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI). "Une monnaie stable est l'alpha et l'oméga de la prospérité et de la sécurité", s'est justifiée Mme Merkel samedi.

La coalition au pouvoir -CDU/CSU et libéraux du FDP- tient 37 des 69 sièges au Bundesrat, qui représente les 16 Etats régionaux. Perdre les six de Rhénanie du Nord-Westphalie va obliger Mme Merkel à marchander avec l'opposition pour faire passer la plupart de son programme et compromettre probablement une réduction des impôts censée donner un coup de fouet à l'économie, mais à laquelle les sociaux-démocrates (SPD) du centre-gauche s'opposent.

Plus que la Grèce, les dissensions internes à la coalition au pouvoir à Berlin ont sans doute aussi pesé sur les élections de dimanche. Libérée l'an dernier de la grande coalition avec le centre-gauche, la CDU/CSU est aujourd'hui confrontée à des divergences de vues avec le FDP, qui milite notamment pour d'importantes et rapides réductions d'impôts.

## **Grèce. Manifestation à Athènes contre le plan d'austérité. (13.05)**

**Reuters - 12.05**

Quelque 2.000 Grecs ont défilé jusqu'au Parlement à Athènes pour protester contre la réduction des dépenses et la hausse des impôts, alors que la Grèce a reçu une première tranche de 5,5 milliards d'euros dans le cadre de l'aide promise par le FMI et l'Union européenne en échange de mesures d'austérité.

Les manifestants brandissaient des banderoles disant "Annulez maintenant l'accord FMI-UE" et "Si nous ne réagissons pas, nous mourrons de faim".

Les syndicats des secteurs public et privé grecs ont appelé à une nouvelle grève générale de 24 heures le 20 mai pour maintenir la pression sur le gouvernement.

Il y a une semaine, une manifestation avait réuni 50.000 personnes et avait été marquée par la mort de trois personnes dans l'incendie d'une succursale de banque visée par des jets de cocktails molotov.

Mais les fréquentes manifestations du soir telles que celle de mercredi attirent généralement moins de monde. On s'attend à ce que les manifestants soient plus nombreux le 20 mai.

Les syndicats affirment que le plan UE-FMI aggravera les difficultés des pauvres et affectera l'économie.

"Le FMI ne cessera d'être assoiffé du sang des travailleurs", a déclaré Yannis Panagopoulos, président du GSEE, principal syndicat grec du secteur privé. "Ses recettes sont une catastrophe et le gouvernement doit les rejeter."

Selon de nouveaux chiffres publiés mercredi, l'économie grecque s'est contractée de 0,8% au premier trimestre de cette année par rapport au trimestre précédent.

La contraction n'est pas si forte que prévu, mais les économistes prédisent qu'elle s'accélèrera au cours de deux prochains trimestres en raison de la baisse des salaires et d'une augmentation de l'incertitude sur les perspectives économiques.

Le bureau grec des statistiques doit publier jeudi les chiffres du chômage. En janvier, ce taux avait atteint son plus haut en six ans, avec 11,3%.

Les sondages d'opinion montrent qu'une forte majorité de Grecs pensent que les mesures d'austérité sont injustes et qu'ils sont déterminés à poursuivre grèves et manifestations. De nombreux Grecs exigent que le Premier ministre George Papandreou prenne des mesures concrètes pour punir les responsables corrompus qui sont selon eux responsables du marasme.

Papandreou a déclaré mercredi que son gouvernement appliquerait les mesures d'assainissement du budget, "aussi déplaisantes qu'elles soient".

## **Grèce: les syndicats appellent à une nouvelle grève contre la réforme des retraites. (13.05)**

**AP - 12.05**

Les syndicats grecs ont appelé à une nouvelle grève générale la semaine prochaine pour protester contre la réforme des retraites, alors que le gouvernement attendait mercredi un premier versement provenant du plan de sauvetage de 110 milliards d'euros destiné à éviter à la Grèce la banqueroute.

Les deux principaux syndicats du privé et du public ont programmé une marche le 20 mai, au lendemain de la date prévue pour le remboursement par la Grèce d'une dette de neuf milliards d'euros. La Grèce devrait être en mesure d'honorer cette échéance grâce aux prêts que lui ont accordés les pays de la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI).

La grève prévue la semaine prochaine devrait entraîner l'annulation des vols, des ferries et des trains, ainsi que la fermeture des services publics et des écoles et un service réduit au sein des hôpitaux du pays. Des manifestations sont prévues dans les principales villes grecques, ce qui alimente les craintes que surviennent de nouvelles violences.

Lors d'émeutes à Athènes la semaine dernière, trois employés de banque sont morts dans l'incendie de l'établissement, allumé par les manifestants. Quelque 100.000 personnes étaient descendues dans les rues pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement en échange du plan de sauvetage.

Les syndicats ont estimé que les personnes à faibles revenus seront touchées de façon disproportionnée par cette baisse des retraites et le recul de l'âge de la retraite. Ces réformes font suite à une réduction des salaires de la fonction publique et une hausse des taxes à la consommation.

Giannis Panagopoulos, président du syndicat du privé GSEE, a annoncé que d'autres grèves suivraient la marche du 20 mai. "Aux mesures fiscales anti-sociales et injustes annoncées par le gouvernement doit maintenant s'ajouter un projet de loi aussi injuste sur le système de sécurité sociale", a-t-il déclaré.

Le porte-parole du gouvernement Georges Petalotis a rétorqué que le système avait de toute urgence besoin d'être réformé. "Le projet de loi va sauver de façon effective les fonds de pension sur le long terme et assurer la viabilité d'un système dont nous savons tous qu'il s'effondrera sans changements courageux".

---

## **Turquie: le président convoque un référendum sur la réforme de la Constitution. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Le président turc Abdullah Gul a annoncé mercredi qu'un référendum serait organisé sur une série d'amendements réformant la Constitution, adoptés de justesse vendredi par le Parlement.

Selon l'opposition, ces amendements visent à donner au gouvernement islamo-conservateur une influence sur l'appareil judiciaire majoritairement laïc.

Le Parlement turc a adopté de justesse vendredi cette série d'amendements constitutionnels, qui incluent la possibilité de traduire les officiers militaires devant les tribunaux civils et un droit de regard du Parlement sur la nomination des juges. Seuls 336 députés ont approuvé les amendements alors que 367 voix étaient nécessaires pour une adoption définitive. Un quorum qui permet de proposer la question en référendum.

Le bureau du président turc a annoncé qu'Abdullah Gul avait décidé de soumettre cette série de propositions à référendum. Il avait deux semaines pour le faire, après le vote. Aucune date n'a été pour le moment avancée, mais le référendum devrait avoir lieu durant l'été.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan affirme que les amendements renforcent la démocratie, étendent les droits des femmes et des enfants et consacrent le droit à la vie privée. Mais pour les partis d'opposition, ils vont affaiblir l'indépendance de l'appareil judiciaire, notamment de la Cour constitutionnelle, en augmentant le nombre de membres de cette juridiction et en donnant au Parlement ou au président le droit d'en nommer certains.

Le principal parti d'opposition pro-laïc a déclaré mercredi qu'il présenterait un recours devant la Cour constitutionnelle pour demander l'annulation de ces amendements.

Abdullah Gul est un ancien membre du Parti pour la justice et le développement (AKP) de M. Erdogan et sa décision d'appeler à un référendum était attendue. Au vu du large soutien populaire dont dispose le gouvernement, ces mesures devraient être approuvées par les électeurs. Les amendements "tireront du peuple le consensus qu'ils ont échoué à obtenir au Parlement", a commenté Bekir Bozdag, membre de l'AKP.

L'AKP a failli être interdit par la Cour constitutionnelle en 2008 pour atteinte présumée au principe de laïcité. L'opposition craint que si les amendements entrent en vigueur il ne reste peu de contre-pouvoirs officiels à l'AKP. Le gouvernement a déjà limité les pouvoirs de l'armée, farouche partisane de la laïcité.

---

## **Espagne. Le Tribunal suprême espagnole ordonne la tenue du procès du juge Garzon. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Le juge Luciano Varela du Tribunal suprême espagnol a ordonné mercredi la tenue, à une date non encore fixée, du procès du juge Baltazar Garzon, poursuivi pour avoir enquêté sur des crimes amnistiés, perpétrés durant la guerre civile espagnole et les premières années du franquisme.

Le Tribunal suprême espagnol examinait mercredi des points de procédure et a rejeté un recours en annulation du procès. La date n'a pas été fixée dans l'immédiat, mais selon un responsable du Conseil du pouvoir judiciaire, instance de supervision, ce procès pourrait s'ouvrir dans deux ou trois mois, ou d'ici fin septembre.

Mardi, le juge Garzon avait demandé sa mise en disponibilité pour effectuer une mission de sept mois en tant que conseiller de la Cour pénale internationale de La Haye (CPI).

Cette requête a été interprétée comme une tentative de Baltazar Garzon d'échapper à une suspension de ses fonctions de juge de l'Audience nationale. Une telle suspension, a expliqué son avocat Gonzalo Martinez-Fresneda, signifierait pour M. Garzon, 54 ans, la fin de sa carrière.

Le Conseil du pouvoir judiciaire a annoncé qu'il se réunirait vendredi pour statuer sur cette question. L'instance précise qu'elle ne se prononcera pas sur la demande de mise en disponibilité de Baltazar Garzon avant d'avoir reçu les informations demandées à la CPI et au ministère espagnol des Affaires étrangères.

Il a été inculpé le 7 avril pour avoir outrepassé ses compétences en enquêtant, à partir de l'été 2008, sur la disparition et l'exécution de plusieurs dizaines de milliers de personnes durant la guerre civile (1936-39) et les premières années de la dictature franquiste, malgré une loi d'amnistie générale datant de 1977.

---

## **Thaïlande. Bangkok: l'armée sort ses snipers, un chef militaire des Chemises rouges blessés. (14.05)**

### **AP - 13.05**

La situation dégénère à Bangkok. Au moins une personne a été tuée et sept autres blessées lors d'affrontements entre l'armée thaïlandaise et les "Chemises rouges". Les heurts ont éclaté juste après qu'un leader de la rébellion a été grièvement blessé.

Khattiya Sawasdiphol, le stratège militaire des manifestants anti-gouvernementaux baptisés les "Chemises rouges", a été blessé à la nuit tombée. "Seh Saeng a reçu une balle dans la tête", a déclaré un proche conseiller de Khattiya Sawasdiphol qui a répondu à son téléphone portable, le désignant par son surnom. Cet interlocuteur, qui n'a pas décliné son identité, a qualifié la blessure de "grave".

Le centre d'urgences médicales du gouvernement a ensuite confirmé que Khattiya, 59 ans, avait été blessé à la tête et hospitalisé en soins intensifs.

Les heurts qui ont ensuite éclaté ont fait un mort -un homme de 25 ans- et sept blessés, toujours selon le centre d'urgences médicales du gouvernement.

Le gouvernement thaïlandais a étendu jeudi l'état d'urgence à 15 nouvelles provinces, en plus des deux qui étaient déjà concernées (Bangkok et une province voisine), afin que les personnes originaires des zones rurales ne puissent pas se joindre au rassemblement anti-gouvernemental en cours dans la capitale.

Il s'agit d'empêcher "des masses de gens de tenter de venir à Bangkok", a expliqué Panitan Wattanayagorn, porte-parole du gouvernement.

Un peu plus tôt, l'armée thaïlandaise avait indiqué qu'elle allait boucler le quartier de Bangkok occupé depuis deux mois par les "Chemises rouges" pour les en déloger, menaçant de tirer à balles réelles sur les "terroristes".

Les partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra ont convergé le 12 mars dans la capitale thaïlandaise et une partie occupée depuis le 3 avril Rajprasong, un quartier central où se trouvent des boutiques, des hôtels et des appartements de luxe. Khattiya Sawasdiphol, un général de l'armée renégat, a aidé les "Chemises rouges" à ériger les barricades qui entourent leurs campements dans les rues de Bangkok.

Jeudi, l'armée a indiqué qu'elle s'apprêtait à boucler cette zone de trois kilomètres carrés, pour en expulser les "Chemises rouges". Son porte-parole Sansern Kaewkamnerd a expliqué que des transports blindés de troupes y étaient envoyés, ainsi que des tireurs d'élite. Les transports en commun ont été suspendus, l'électricité et les liaisons par téléphone portable ont été coupées.

M. Sansern a affirmé que les militaires utiliseraient d'abord des munitions en caoutchouc mais qu'ils passeraient aux balles réelles s'ils étaient attaqués. "Des tireurs d'élite seront sur le qui-vive et tireront sur les terroristes qui portent des armes", a-t-il mis en garde. Le Premier ministre

Abhisit Vejjajiva a expliqué jeudi à la presse qu'il souhaitait un retour à une situation normale "le plus rapidement possible".

La dernière fois que l'armée a tenté de déloger les "Chemises rouges" de Rajprasong, le 10 avril, les affrontements ont fait 25 morts et plus de 800 blessés. Dans les semaines qui ont suivi, quatre autres personnes ont été tuées.

Plusieurs coups de feu et au moins quatre explosions ont été entendus jeudi soir dans le centre de Bangkok. Khattiya Sawasdiphol avait promis de résister à toute tentative de l'armée de déloger les protestataires.

Rejetant la main tendue du gouvernement, Khattiya était devenu récemment très critique à l'égard de la direction politique des "Chemises rouges", qu'il accusait d'avoir touché des pots de vin pour signer le plan de réconciliation.

"Le Premier ministre et les 'Chemises rouges' étaient sur le point de conclure un accord mais je suis arrivé. D'un seul coup, je suis devenu quelqu'un d'important", a-t-il déclaré dans un entretien à l'Associated Press, juste avant d'être blessé. "Cette fois-ci, l'armée du peuple va combattre l'armée".

Les "Chemises rouges" sont pour la plupart des ouvriers et paysans partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé en 2006 après six ans à la tête du pays. Ils manifestent pour réclamer la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées.

En vue d'une réconciliation nationale, le Premier ministre Abhisit Vejjajiva avait proposé que des élections soient organisées le 14 novembre. Mais il a retiré son offre depuis que les "Chemises rouges" ont formulé de nouvelles exigences et ont refusé de lever le camp. Abhisit a répété jeudi que sa proposition d'organiser des élections anticipées ne tenait plus car les manifestants refusaient toujours de quitter Rajprasong.

Jatuporn Prompan, l'un des dirigeants du mouvement des "Chemises rouges", a adopté jeudi un ton de défiance. "Nos frères et soeurs n'ont pas peur de mourir", a-t-il lancé. "Nous ne nous rendrons jamais". Et d'ajouter, à l'adresse de ses partisans: "Ayez foi dans le combat".

---

## **Espagne: les fonctionnaires appelés à débrayer le 2 juin. (14.05)**

### **AP - 13.05**

L'Union générale des travailleurs (UGT), l'un des principaux syndicats espagnols, a appelé jeudi les fonctionnaires à observer un mouvement de grève le 2 juin, pour protester contre le plan gouvernemental de réduction des déficits qui prévoit une baisse de leurs salaires.

Le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé mercredi une baisse de 5% des salaires des 2,7 millions de fonctionnaires du pays. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du programme de réduction du déficit visant à apaiser les craintes d'un plongeon de l'Espagne dans une crise comparable à celle que traverse la Grèce.

M. Zapatero a rencontré jeudi les dirigeants de l'UGT et d'un autre grand syndicat, la CCOO, pour leur expliquer les mesures. A l'issue de cette réunion, l'UGT a annoncé qu'elle entamerait le 20 mai une série d'actions de protestation contre la baisse programmée des salaires, avant la grève prévue le 2 juin.

"On ne réduira pas le chômage par ces sacrifices, qui vont même probablement le faire augmenter car la reprise économique prendra plus longtemps", a estimé le secrétaire général de l'UGT Candido Mendez.

"Nous avons réitéré notre opposition absolue au contenu du plan", a pour sa part déclaré le secrétaire général de la CCOO Ignacio Fernandez Toxo.

Le plan détaillé mercredi par M. Zapatero a pour but de faire économiser 15 milliards d'euros à l'Etat espagnol cette année. L'objectif est de ramener le déficit public de 11,2% du PIB en 2009 à 9,3% cette année, et à 3% -limite imposée par l'Union européenne- en 2013.

Le gouvernement prévoit également une suspension des hausses automatiques des pensions de retraite par rapport à l'inflation, une baisse dans l'aide extérieure, une réduction de six milliards d'euros des investissements du gouvernement, et la suppression, dès l'année prochaine, d'une réduction d'impôts de 2.500 euros pour les couples avec enfants ou ayant adopté. Le salaire de M. Zapatero et ceux des membres de son gouvernement seront abaissés de 15%.

Le taux de chômage de l'Espagne dépasse aujourd'hui les 20% sous l'effet de l'effondrement du secteur du bâtiment, principal moteur de sa croissance au cours des dernières années.



## **Kirghizistan. Les partisans de Bakiev se soulèvent dans le sud du pays. (14.05)**

### **Reuters - 13.05**

Les partisans du président déchu du Kirghizistan, Kourmankek Bakiev, se sont emparé jeudi des bureaux gouvernementaux dans trois régions de ce pays d'Asie centrale dont le gouvernement par intérim se dit victime d'une tentative de coup d'Etat.

Les partisans de Bakiev ont pris le contrôle de bâtiments officiels dans les villes d'Osh, Djalalabad et Batken, ont enlevé le gouverneur de la région de Djalalabad et ont tenté de s'arroger l'autorité sur la zone du principal aéroport d'Osh, ont rapporté des responsables et des témoins.

"Le gouvernement par intérim voit les événements d'aujourd'hui à Osh (...) comme une tentative des associés de l'ancien président Bakiev de reprendre le pouvoir. Mais il n'y parviendront pas", a déclaré à l'agence Interfax le porte-parole du gouvernement, Farid Niazov.

On ne faisait pas état de victimes pour l'heure mais ces incidents constituent un premier test pour le gouvernement par intérim formé le mois dernier, après le renversement de Bakiev lors d'un soulèvement populaire marqué par des dizaines de morts dans la capitale Bichkek.

Tout durcissement du conflit dans le sud de cet Etat, bastion de Bakiev et croisée des foyers d'instabilité régionaux, serait de nature à inquiéter les Etats-Unis qui y disposent, à Manas, d'une base aérienne stratégique pour le déploiement et le ravitaillement des troupes en Afghanistan voisin.

"Nous n'apporterons pas notre soutien à ce qui est en train de se passer dans le Sud", a indiqué à Reuters une source américaine. "Bakiev est un homme corrompu et un meurtrier."

Après avoir été déposé, Bakiev a trouvé refuge en Biélorussie. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui refuse d'extrader son hôte comme le réclament les autorités provisoires, a annoncé que ses diplomates avaient quitté Bichkek pour "raisons de sécurité".

La Russie soutient le nouveau gouvernement mais elle n'a pas donné de réponse claire aux événements de jeudi.

"Nous recevons des informations et essayons de comprendre ce qu'il se passe", a dit Dmitri Peskov, porte-parole du Premier ministre Vladimir Poutine.

### **TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT**

La dirigeante du nouvel exécutif, Rosa Otounbaïeva, s'est engagée à faire échec à toute tentative de coup d'Etat et à restaurer la loi et l'ordre, a rapporté l'agence Interfax.

"Nous avons ce qu'il faut pour dissiper la crainte chez les gens", a-t-elle dit selon l'agence russe.

Son gouvernement a dépêché à Osh le ministre de la Défense, Ismail Isakov, pour tenter de mettre fin au mouvement de révolte, mais on ne savait pas avec précision de quels moyens il disposait sur place.

"Il a toute autorité et il a le droit de prendre toutes les décisions qu'il estimera utiles au moment voulu", a dit à Reuters Omourbek Tekebaiev, un des vice-Premiers ministres.

Les forces armées kirghizes sont peu nombreuses, faiblement équipées et leur moral est au plus bas depuis le soulèvement sanglant contre Bakiev, durant lequel elles sont pour l'essentiel restées à l'écart sans prendre parti.

A Djalalabad, région de naissance de Bakiev, les émeutiers ont pénétré dans le bâtiment du gouvernement et ont affiché à l'entrée un portrait de leur dirigeant. Plusieurs centaines de personnes se trouvaient à l'intérieur ou autour du bâtiment, et la police n'est pas intervenue, écrit Interfax.

A Osh, deuxième ville du pays, un journaliste de Reuters a fait état de heurts entre manifestants et forces de sécurité avant que les opposants, au nombre d'un millier dans les rues, ne pénétrèrent dans un bureau gouvernemental.

Selon une porte-parole des partisans de Bakiev, des milliers de personnes ont l'intention de se rendre à Bichkek.

"Les gens veulent se rassembler et se rendre à Bichkek. Ils sont 25.000 à vouloir dire au gouvernement par intérim qu'il ne tient par ses promesses et que le président (Bakiev) est légitime", a-t-elle déclaré.

## **Espagne : le juge Baltasar Garzon suspendu de ses fonctions. (15.05)**

**LeMonde.fr et AFP - 14.05**

Le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ) espagnol a suspendu, vendredi 14 mai, le juge Baltasar Garzon de ses fonctions, conséquence de sa mise en accusation pour avoir voulu enquêter sur les crimes amnistiés du franquisme. Cette mesure fait suite à la décision prise mercredi par un magistrat du Tribunal suprême d'ordonner l'ouverture du procès pour "prévarication" (abus de pouvoir) du juge Garzon, dont la date n'a pas encore été fixé.

Elle a été prise à l'unanimité des membres du CGPJ, l'organe de tutelle de la magistrature espagnole, a-t-on précisé de source judiciaire. La suspension provisoire est normalement automatique en Espagne pour tout magistrat appelé à comparaître devant un tribunal pour des délits présumés commis dans l'exercice de ses fonctions.

Le juge Garzon avait tenté d'échapper à cette mesure humiliante en demandant, mardi 11 mai, sa mise en disponibilité pour travailler durant sept mois comme consultant à la Cour pénale internationale de La Haye. Mais le secteur conservateur du CGPJ, organe de tutelle de la magistrature espagnole, a déjoué cette manœuvre, en obtenant la convocation d'une réunion extraordinaire pour statuer sur sa suspension avant d'avoir à se prononcer sur sa demande de mise en disponibilité.

### VINGT ANS D'INTERDICTION D'EXERCICE

La commission permanente du CGPJ devait se réunir vendredi après-midi pour examiner la demande de mise en disponibilité du juge Garzon, pionnier de la "justice universelle" et mondialement connu pour avoir fait interpellé en 1998, à Londres, l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet. Dans une ultime tentative pour échapper à sa suspension, le juge Garzon a demandé, vendredi matin, l'annulation de l'ordonnance du juge du Tribunal suprême ayant ordonné son renvoi pour jugement, alléguant des irrégularités de procédure. Garzon est poursuivi par des organisations d'extrême droite pour avoir voulu, en 2008, enquêter pour la première fois sur les disparus de la guerre civile et de la répression franquiste, en enfreignant "sciemment" selon eux la loi d'amnistie générale votée en 1977, deux ans après la mort de Franco.

Il encourt une peine de vingt ans d'interdiction d'exercice de sa fonction de juge, qui mettrait un point final à sa carrière. Le juge Garzon, 54 ans, a reçu le soutien de nombreux juristes dans le monde qui estiment que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles et que la loi d'amnistie espagnole n'est pas conforme au droit international. En Espagne, sa mise en accusation suscite une vive controverse : elle choque profondément les milieux de gauche et les associations de victimes du franquisme ; la droite, elle, estime que la justice doit suivre son cours en toute indépendance.

Signe de la popularité du juge Garzon, "Garzon" était vendredi après-midi l'un des dix sujets les plus abordés sur Twitter. Parmi les messages les plus envoyés, un appel à un rassemblement de soutien au juge à vingt heures vendredi soir devant l'Audience nationale à Madrid.

## **USA. Le Pentagone révèle ses expériences sous LSD. (15.05)**

**Slate.fr - 14.05**

Au terme d'un demi-siècle d'accusations et de supputations, le gouvernement américain a publié cette semaine un mémo de 17 pages évoquant les expériences de contrôle mental menées par le Pentagone au plus fort de la Guerre froide. Daté de 1977, recouvrant une période qui s'étant de 1947 à 1973, le document déclassifié évoque les opérations menées «avec la participation de la CIA, induisant l'administration de drogues psychotropes à des sujets humains».

En levant le voile sur un pan particulièrement obscur de son histoire, le ministère de la Défense pourrait ouvrir la boîte de Pandore, et être amené à publier d'autres informations. Mais pour Wired, il ne faut pas faire grand cas de cette étape. «Avertissement aux théoriciens du complot en quête de fourrage, il ne s'agit pas des Chèvres du Pentagone II», écrit la journaliste Katie Drummond (Les Chèvres du Pentagone, un roman de Ron Jonson adapté au cinéma en 2009, évoque l'existence d'un soldat doté de pouvoirs paranormaux qui défie le terrorisme au sein de la New Earth Army).

Malgré cette mise en garde de principe, Wired se repait de «détails alléchants», notamment en ce qui concerne le programme MK-ULTRA, fondé en 1953 dans le plus grand secret. On apprend ainsi que les recherches, presque immédiatement rapatriées chez les éminences grises de la CIA, avaient débouché sur des conclusions inattendues, comme des «commotions cérébrales sans atteinte physique».

Le mémorandum évoque également l'utilisation de dopamine, de marijuana et d'héroïne, testés sur des assistants de recherche et des déserteurs soviétiques pour développer une sorte de penthotal surpuissant, un sérum de vérité destiné à délier les langues des prisonniers de

guerre les moins loquaces.

Les 17 pages du document ne font en revanche aucune allusion à Pont Saint-Esprit, la commune française touchée en 1951 par un mal étrange, objet des rumeurs les plus folles depuis plus de cinquante ans (mettant en scène une intoxication au LSD manigancée par la CIA, justement). Pour tous ceux qui réclament la vérité pleine et entière sur ces expériences, le mystère s'éclaircit un peu. Mais le bad trip n'est peut-être pas tout à fait fini.

---

## **Roumanie: les syndicats rejettent le plan d'austérité du gouvernement. (18.05)**

### **AP - 17.05**

Les syndicats roumains ont rejeté lundi le plan d'austérité du gouvernement qui prévoit de baisser les salaires des fonctionnaires de 25% et les retraites de 15%, appelant à la conclusion d'un compromis pour éviter les grèves dans le secteur public.

Les mesures décidées au Conseil économique et social -une instance composée de représentants du gouvernement, des syndicats et des entreprises- ne sont pas contraignantes.

Mais le président roumain Traian Basescu devrait les approuver dans une lettre au Fonds monétaire international visant à réclamer le prochain versement partiel d'un prêt de 20 milliards d'euros accordé l'an dernier pour aider Bucarest à faire face à la crise économique.

L'économie roumaine a plongé l'an passé de 7,1% et pourrait se contracter de 0,5% en 2010.

Les représentants des syndicats au conseil économique et social ont demandé que la lettre du gouvernement sur le prêt fasse l'objet d'une révision et que l'accord avec le FMI soit renégocié.

Les syndicats ont menacé de lancer un appel à la grève générale si le gouvernement envoie la lettre dans sa version actuelle au FMI.

---

## **Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire. (18.05)**

### **LeMonde.fr, AFP et Reuters - 17.05**

La communauté internationale reste prudente après la conclusion d'un accord, lundi 17 mai, entre l'Iran, la Turquie et le Brésil pour un échange d'uranium sur le territoire turc. A l'image de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a demandé dans la soirée à l'Iran de confirmer par écrit cet accord.

Le texte, fruit d'une médiation du Brésil et de la Turquie, a été signé par les ministres des affaires étrangères des trois pays en présence des présidents iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Il prévoit notamment l'envoi en Turquie par l'Iran de 1 200 kg de son uranium faiblement enrichi à 3,5 % pour y être échangé dans un délai maximum d'un an contre 120 kg de combustible enrichi à 20 %, nécessaire au réacteur de recherche nucléaire de Téhéran, a indiqué le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Ramin Mehmanparast.

Dans le même temps, M. Mehmanparast, cité par l'agence officielle IRNA, a précisé que "l'Iran continuera à enrichir l'uranium à 20 % sur son territoire". En février, Téhéran a lancé la production d'uranium enrichi à 20 %, accélérant la mobilisation des Occidentaux et de la Russie pour faire adopter de nouvelles sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a déjà sanctionné trois fois l'Iran pour ses activités d'enrichissement d'uranium.

### **UN ACCORD INSUFFISANT**

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a déclaré, via son porte-parole, que cet accord était encourageant mais que Téhéran devait tout de même se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. Le ministre des affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a, lui, jugé qu'"il n'y a plus besoin de sanctions" contre l'Iran et, pour le ministre des affaires étrangères brésilien, Celso Amorim, la proposition démontre que le "temps est toujours à la diplomatie et la négociation".

Mais, Israël, ennemi juré de l'Iran, a aussitôt dénoncé des "manœuvres" de la part de Téhéran. "Les Iraniens ont manipulé la Turquie et le Brésil", a déclaré un haut responsable israélien qui a requis l'anonymat. Brasilia a rejeté lundi les critiques d'Israël, soulignant que c'est la première fois que Téhéran accepte d'envoyer son combustible à l'étranger pour l'échanger contre de l'uranium enrichi à 20 %.

La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a déclaré que l'accord répondait "partiellement" aux demandes de l'AIEA. Celle-ci redoute notamment que l'Iran, malgré ses démentis, ne cherche à se doter de l'arme nucléaire, et a menacé la République islamique de nouvelles sanctions si elle poursuivait sa politique d'enrichissement.

Paris et Berlin ont rappelé que cette entente ne pouvait remplacer un accord entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique et des diplomates proches de l'AIEA à Vienne ont estimé que l'Iran restait sous la menace de sanctions de l'ONU malgré ce geste d'ouverture. Londres a affirmé toujours prévoir des sanctions contre l'Iran, jusqu'à ce que Téhéran ait fait la preuve de la nature pacifique de ses activités nucléaires, a affirmé le gouvernement britannique. "L'Iran a l'obligation d'assurer la communauté internationale de ses intentions pacifiques", a déclaré Alistair Burt, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dans un communiqué.

#### "LA BALLE EST DANS LE CAMP DES OCCIDENTAUX"

Les Etats-Unis et leurs alliés "éprouvent toujours de graves inquiétudes" au sujet du dossier nucléaire iranien, a affirmé lundi la Maison Blanche, sans catégoriquement rejeter l'accord avec le Brésil et la Turquie sur un échange d'uranium. "Nous prenons acte des efforts consentis par la Turquie et le Brésil", a déclaré le porte-parole de la présidence américaine, Robert Gibbs, en soulignant toutefois que la proposition annoncée à Téhéran devait être "soumise à l'AIEA avant qu'elle puisse être évaluée par la communauté internationale".

Moscou, de son côté, a salué cet accord, tout en estimant que de nouvelles consultations étaient nécessaires pour répondre à toutes les questions encore en suspens. "Il faut saluer ce qui a été accompli par le Brésil et la Turquie", a déclaré le président russe, Dmitri Medvedev, au cours d'une conférence de presse à Kiev, la capitale de l'Ukraine, où il est en visite. "Il faut mener des consultations immédiates avec toutes les parties intéressées y compris l'Iran et ensuite voir (...) ce que nous allons faire après", a-t-il poursuivi.

Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, a estimé pour sa part que la balle était désormais dans le camp des Occidentaux. "L'Iran, en acceptant la proposition turque et brésilienne, a montré sa bonne volonté. Désormais, la balle est dans le camp des Occidentaux, et le groupe de Vienne [Etats-Unis, Russie et France] doit donner une réponse adéquate à l'offre de coopération de l'Iran", a-t-il déclaré, cité par l'agence IRNA.

---

### **USA. En plus de vingt ans, l'écart de richesse a quadruplé entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis. (19.05)**

**LeMonde.fr et AFP - 18.05**

Le fossé entre Blancs et Noirs en matière de richesse s'est considérablement creusé ces vingt dernières années aux Etats-Unis, selon une étude américaine publiée lundi par l'université Brandeis (Massachusetts), qui note une 'rupture dans l'évolution sociale'. Entre 1984 et 2007, l'écart entre la richesse des Noirs et celle des Blancs a été multiplié par quatre, les foyers blancs à moyens revenus étant bien plus riches que les foyers noirs qui sont au plus haut de l'échelle.

'Notre enquête montre une rupture dans l'évolution sociale. Même lorsqu'ils font tout ce qu'il faut c'est-à-dire étudient, travaillent dur, ont une bonne paie, les Afro-Américains ne peuvent atteindre le niveau de richesse de leurs collègues blancs, et cela se traduit par une grande différence de chances dans la vie', écrit dans un communiqué Thomas Shapiro, coauteur de l'étude. L'étude montre également qu'une grande partie des Noirs aux Etats-Unis ont plus de dettes que d'actifs, et qu'un quart des leurs foyers n'ont aucun actif ou aucune économie vers lesquels se tourner en cas de difficultés financières.

'Cette augmentation par quatre de la différence de richesses reflète les effets de politiques publiques telles que les réductions d'impôts sur les investissements et les héritages, qui bénéficient aux plus riches, ainsi que la persistance des discriminations en matière de logement, d'accès au crédit ou au marché du travail', soulignent les chercheurs. Un ménage blanc à moyen revenu a accumulé des économies et actifs de 74 000 dollars (près de 60 000 euros) en 2007, soit 55 000 dollars de plus qu'en 1984. Sur la même période, un ménage noir 'à haut revenus' a perdu 7 000 dollars en 2007 avec 18 000 dollars, par rapport à 1984.

---

### **Haïti. Manifestation contre le président Préval en Haïti. (19.05)**

**AP - 18.05**

Des milliers de personnes ont défilé pour le deuxième lundi consécutif jusqu'aux ruines du palais national de Port-au-Prince, pour protester contre le président René Préval, accusé de ne pas remettre le pays dans le droit chemin après le séisme du 12 janvier.

Les manifestants ont parcouru le centre de la capitale dévastée sous l'oeil de la police et des responsables des Nations unies.

La couleur gronde à Port-au-Prince car les manifestants accusent Préval de ne pas aider les quelque 1,3 million d'Haïtiens sinistrés et de vouloir repousser de trois mois les élections prévues fin novembre.

De nombreux manifestants ont exigé le retour au pouvoir de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, actuellement en exil.

Un manifestant serait mort lors de la manifestation mais il n'est pas encore certain que son décès ait eu lieu dans le cadre de la marche de protestation.

La semaine passée, des milliers d'Haïtiens avaient participé à la manifestation organisée pour les mêmes motifs. Une autre marche de protestation, qui s'annonce plus importante, est attendue mardi à l'occasion du "jour du drapeau".

---

## **Thaïlande. Bangkok s'embrace après la chute du camp des "Chemises rouges". (20.05)**

### **AP - 19.05**

Le centre de Bangkok s'est embrasé mercredi après la chute du camp retranché des "Chemises rouges" sous l'assaut de l'armée. Après la reddition de plusieurs chefs du mouvement antigouvernemental, des manifestants ont incendié la bourse, des banques et d'autres bâtiments. Cette nouvelle explosion de violence aurait coûté la vie à une douzaine de personnes, ce qui porterait le bilan d'une semaine d'affrontements à une cinquantaine de morts.

Pour la première fois depuis 1992, un couvre-feu nocturne est entré en vigueur à Bangkok, de 20h à 6h. Le Premier ministre Abhisit Vejjajiva s'est déclaré confiant dans le rétablissement de l'ordre et a déclaré que les soldats étaient autorisés à tirer sur des individus suspectés d'avoir allumé des incendies. "Le gouvernement, les officiers et moi-même sommes déterminés et certains de notre capacité à surmonter les problèmes", a-t-il assuré à la télévision.

Les décès de six personnes -un photographe de presse italien et cinq protestataires- ont été confirmés par des responsables qui ont aussi fait état d'une soixantaine de blessés. Des témoins ont déclaré que les corps de six à huit autres victimes se trouvaient dans un temple bouddhiste, où des centaines de manifestants, dont des femmes et des enfants, s'étaient réfugiés.

Le bilan des violences à Bangkok depuis le début des manifestations le 12 mars s'élèverait ainsi à 80 morts et environ 1.760 blessés.

Un journaliste canadien, Mark MacKinnon, présent aux côtés des manifestants, a précisé que la situation restait dangereuse près de la zone de protestation abandonnée en dépit d'un cessez-le-feu qui a permis l'évacuation de plusieurs blessés, dont un journaliste britannique.

Les Chemises rouges étaient retranchés depuis six semaines dans une zone d'environ 3 kilomètres carrés protégée par des barricades de pneus et de bâtons de bambou, dans le quartier commercial huppé de Rajprasong. Les autorités estimaient le nombre des manifestants à environ 3.000 ces derniers jours, contre 10.000 au début.

L'armée a pris le camp d'assaut mercredi à l'aube. Des véhicules blindés ont écrasé les barricades tandis que des centaines de soldats déclenchaient des fusillades avec les manifestants, qui ont lancé des grenades et incendié des pneus. Sept des chefs des Chemises rouges ont choisi de se rendre pour éviter un bain de sang. "Mes frères et mes soeurs (...) rentrez chez vous s'il vous plaît", a lancé l'un d'eux, Nattawut Saikua, au moment de son arrestation.

En milieu d'après-midi, l'armée a annoncé qu'elle avait repris le contrôle de la zone occupée et que les opérations lancées neuf heures plus tôt étaient terminées.

Mais la violence s'est propagée dans tout le centre-ville. Des émeutiers ont incendié la Bourse de Thaïlande, qui restera fermée jusqu'en fin de semaine, selon sa présidente, et plusieurs banques ainsi que le siège de la compagnie d'électricité régionale et un complexe de cinémas qui s'est effondré. Ils ont aussi mis le feu à l'un des plus grands centres commerciaux de Thaïlande, le Central World, tout proche du camp, qui a été pillé.

Les opposants s'en sont également pris à la chaîne de télévision locale qu'ils accusent d'avoir dénigré leur action. Des voitures ont été incendiées sur le parking, des conduites d'eau crevées, et la chaîne a cessé d'émettre. Des hélicoptères ont évacué ses responsables de l'immeuble en feu tandis que le petit personnel s'enfuyait à pied.

Des sapeurs-pompiers ont dû battre en retraite après avoir été pris pour cibles par des protestataires armés, alors qu'une épaisse fumée obscurcissait le ciel de la métropole de 10 millions d'habitants. Mercredi soir, des affrontements sporadiques entre militaires et manifestants se poursuivaient.



Le Premier ministre a décrété un couvre-feu total dans toute la capitale ainsi que dans 23 provinces de 20h à 6h (15h à 1h à Paris; 13h à 21h GMT). Le gouvernement a annoncé que les opérations militaires continueraient toute la nuit. Le dernier couvre-feu de ce type à Bangkok remonte à 1992 quand des dizaines de manifestants pro-démocratie avaient été tués par l'armée.

Des violences et incendies ont également éclaté dans le nord-est rural de la Thaïlande mercredi, et à Chiang Mai (nord), la troisième ville du pays.

Beaucoup des Chemises rouges viennent des campagnes pauvres et se sentent négligés par Bangkok. Ils accusent le gouvernement d'être arrivé au pouvoir en manipulant les tribunaux, avec le soutien de la puissante armée, celle-là même qui a renversé leur champion, le Premier ministre Thaksin Shinawatra, en 2006. Ils exigent la dissolution du Parlement et des législatives anticipées.

---

## **Des dizaines de milliers de Roumains dans la rue contre l'austérité. (20.05)**

**Lemond.fr et Reuters - 19.05**

Une manifestation contre les mesures d'austérité du gouvernement roumain a rassemblé 30 000 personnes dans les rues de Bucarest mercredi 19 mai, jetant le doute par son ampleur sur la capacité du pays à satisfaire les exigences du Fonds monétaire international.

Le gouvernement, estiment des analystes, pourrait être tenté dès lors d'adoucir les coupes budgétaires prévues dans le plan d'austérité afin de ne pas heurter l'opinion publique, même si les prochaines élections législatives ne sont pas prévues avant fin 2012. La manifestation, qui a rassemblé enseignants, infirmières, retraités et employés des transports, est l'une des plus importantes depuis la chute de la dictature en 1989.

La mobilisation fait figure de premier test pour un gouvernement centriste élu il y a seulement six mois, qui devra faire preuve de sa détermination à adopter des mesures d'austérité, condition sine qua non à l'obtention de l'aide internationale requise pour sortir le pays de la récession.

### **LA CRAINTE D'UN "SCÉNARIO À LA GRECQUE"**

Les syndicats, qui espéraient 60 000 participants, devraient décider d'ici à jeudi de l'organisation d'une grève générale, a dit Marius Petcu, responsable d'un des plus grands syndicats du pays, CNSLR. "Les manifestations vont être pires que celles qu'a connues la Grèce", a prédit une retraitée de 62 ans, Maria Ungureanu, qui joignait sa voix aux appels à la démission du président Traian Basescu lancés par les manifestants. "Il faut protester violemment pour renverser le gouvernement. Je suis prête à mourir dans la rue, peut-être que mes enfants et mes petits-enfants auront une meilleure vie", a-t-elle ajouté.

Contreparties de l'aide du FMI, les mesures d'austérité touchent de plein fouet les travailleurs et les retraités et les manifestations dans ce deuxième pays le plus pauvre de l'Union européenne, font craindre un scénario à la grecque. L'aide de 20 milliards d'euros du FMI est vitale pour permettre au gouvernement de résorber un déficit budgétaire démesuré. Bucarest s'est engagé à réduire de 25 % les salaires des fonctionnaires et de 15 % les retraites pour répondre aux exigences du FMI et recevoir de premiers prêts.

Le FMI a annoncé qu'il verserait la prochaine tranche d'aide après la mise en place d'un plan crédible pour ramener le déficit budgétaire à 6,8 % du PIB. Il s'élevait à 7,2 % en 2009 et pourrait atteindre 9 % si rien n'est fait, a mis en garde le FMI. Le secteur public roumain, critiqué pour son inefficacité et sa corruption, emploie un tiers de la population active. La Bulgarie voisine, l'Etat membre le plus pauvre de l'UE, tente également de réduire de 20 % les dépenses publiques afin de maîtriser son déficit budgétaire.

---

## **Afghanistan : des talibans attaquent la plus grande base de l'OTAN. (20.05)**

**Lemond.fr et AFP - 19.05**

Des talibans – dont des kamikazes – ont attaqué mercredi 19 mai à l'aube à Bagram, au nord de Kaboul, la plus grande base militaire de l'OTAN en Afghanistan, tenue par les Américains, et, selon les forces internationales onze insurgés et un civil américain ont été tués.

Cette attaque audacieuse, qui a duré sept heures, intervient quelques jours après la promesse des talibans de lancer une série d'opérations de "jihad" – assauts, attentats et assassinats – visant les forces de l'OTAN et plus généralement les étrangers. Un attentat-suicide visant un convoi militaire de l'OTAN a ainsi tué mardi cinq soldats américains et un colonel canadien dans Kaboul même. Mercredi, neuf soldats de l'OTAN ont été blessés et onze insurgés ont été tués lors des combats, a indiqué un porte-parole de l'OTAN à Bagram.

Un civil américain travaillant pour une société sous contrat avec l'OTAN a également été tué, selon le porte-parole, qui n'a pas précisé les conditions de sa mort. Quatre des assaillants portaient des ceintures d'explosifs mais ont été tués avant de pouvoir les déclencher, a précisé l'OTAN. Les insurgés ont attaqué en plusieurs endroits, "tous très rapprochés", a souligné le major Virginia McCabe, porte-parole de la base militaire. "La riposte de nos soldats a été très rapide", a-t-elle assuré.

## ATTAQUES À COUPS DE ROQUETTES, GRENADES, ARMES AUTOMATIQUES

Les insurgés ont attaqué l'immense base à coups de "roquettes, de grenades et d'armes automatiques", mais n'ont pas réussi à pénétrer dans l'enceinte, selon le major McCabe. "Vers 5 heures [2 h 30 en France], vingt kamikazes talibans ont attaqué la base de Bagram par les flancs est et ouest", avait déclaré Zabihullah Mujahid, un porte-parole régulier des insurgés. "Quatre kamikazes ont actionné leur ceinture d'explosifs", avait affirmé M. Mujahid.

"J'ai vu des hélicoptères américains, ils ont ouvert le feu et les terroristes leur tiraient dessus", raconte Zemaray Malikzada, un fermier qui habite à quelques centaines de mètres de la base. "J'ai vu l'un des kamikazes", a également témoigné Ahmad Jawed, un autre fermier. "Il m'a montré sa ceinture d'explosifs. Je suis parti en courant. La police et les Américains l'ont suivi puis il s'est fait exploser, juste là", raconte-t-il.

Bagram, à une soixantaine de kilomètres au nord de Kaboul, héberge la plus grande base militaire de l'OTAN en Afghanistan, commandée et tenue par l'armée américaine, qui compose plus des deux tiers des forces internationales. C'est un aéroport militaire mais les forces américaines disposent également à Bagram d'une vaste prison, ouverte lors de la chute des talibans fin 2001. En février 2007, vingt personnes avaient été tuées lors d'un attentat-suicide qui avait visé Bagram durant la visite de l'ancien vice-président américain Dick Cheney.

## LES FORCES INTERNATIONALES ACCUMULENT LES REVERS

L'attaque de Bagram s'est déroulée après une journée noire mardi pour les forces internationales, qui ont perdu huit militaires, dont six dans un attentat-suicide à la voiture piégée – l'attaque la plus meurtrière à Kaboul depuis près d'un an et demi – contre un convoi de l'OTAN. Les forces internationales accumulent les revers alors que la nouvelle stratégie de contre-insurrection décidée fin 2009 par le président Barack Obama visait à enrayer la progression de l'insurrection.

Après une offensive militaire de grande envergure à Marjah, dans la province du Helmand (sud du pays), qualifiée de "fiasco" par une partie de la presse américaine, les Occidentaux se sont tournés vers Kandahar, le fief des talibans, qui doit être le théâtre d'une vaste offensive durant l'été. Depuis 2005 et la résurgence de l'insurrection menée par les talibans, chaque année établit un nouveau record de pertes pour les troupes étrangères, déployées en Afghanistan depuis fin 2001.

---

## Grèce. Nouvelle grève contre l'austérité en Grèce. (21.05)

### Reuters - 20.05

Des milliers de manifestants ont pris jeudi la direction du parlement grec pour dénoncer le plan d'austérité du gouvernement, dans le cadre d'une nouvelle grève de 24 heures.

Il s'agit de la première manifestation d'envergure depuis celle du 5 mai qui s'était soldée par la mort de trois personnes, dans l'incendie d'une banque prise pour cible au cocktail Molotov.

Elle sera suivie avec attention par les investisseurs et les pouvoirs publics, soucieux de savoir si la contestation du plan d'austérité, qui prévoit hausses d'impôts, gel des salaires des fonctionnaires et réforme du régime de retraite, s'essouffle ou non.

"Voleurs, sortez de là!", ont scandé les manifestants rassemblés devant le Parlement sous l'oeil de plusieurs centaines de policiers en tenue anti-émeute.

"Ces mesures détruisent tout ce pour quoi nous nous sommes battus! Où sont les mesures contre le chômage? Nous ne sommes pas à l'origine de cette crise", s'est indigné l'un d'eux, interrogé par Reuters.

Le mouvement a été organisé à l'appel de syndicats qui représentent 2,5 millions de salariés, soit la moitié des actifs.

Les mesures d'austérité du gouvernement socialiste de George Papandréou qu'ils dénoncent ont fait l'objet d'une concertation avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international, qui ont accordé une aide d'urgence de 110 milliards d'euros à Athènes.

"MESURES INJUSTES"

"La Grèce change rapidement. Nous sommes décidés à tenir le rythme de ces changements", a déclaré le chef du gouvernement, en visite à Beyrouth.

Ecoles et services administratifs sont restés portes closes tandis que les hôpitaux fonctionnent avec des effectifs réduits. Les sites touristiques tels que l'Acropole sont également touchés, de même que le trafic maritime et aérien.

Les sondages montrent que les Grecs reconnaissent la nécessité des réformes pour juguler la crise budgétaire. Ils jugent toutefois que l'essentiel des efforts sera supporté par les moins favorisés.

"Ces mesures sont injustes et nous touchent nous, qui avons travaillé tant d'années. Ce sont ceux qui se sont enrichis en volant l'argent public qui devraient payer", a déploré une fonctionnaire, interrogée devant la banque incendiée où un autel improvisé à été dressé à la mémoire des trois victimes du 5 mai.

La crainte de débordements violents ou d'une paralysie des transports a entraîné l'annulation de milliers de réservations dans le secteur touristique, qui représente 20% du PIB et emploie un salarié sur cinq.

Trois bateaux de croisière avec 7.000 passagers ont dû renoncer à accoster à Athènes en raison de la grève, selon la garde-côtes.

Les contrôleurs aériens ont en revanche annoncé qu'ils ne participeraient pas au mouvement afin de ne pas pénaliser le tourisme.

---

## **Madagascar. Affrontements entre des militaires et des policiers à Madagascar. (21.05)**

### **AP - 20.05**

Des militaires et des policiers se sont affrontés jeudi à Antananarivo, la capitale de Madagascar, ont annoncé les autorités. Un policier a été tué et cinq autres personnes blessées dans des incidents qu'un colonel de police a qualifiés de mutinerie ratée. e

Les heurts ont éclaté après que plusieurs centaines de manifestants eurent essayé de s'approcher de casernes de police pour protester contre des abus qui auraient été commis par des policiers. La police a utilisé des véhicules pour bloquer les routes autour de leurs casernes.

Les manifestants, ne parvenant pas à atteindre les casernes, ont ensuite applaudi en entendant des bruits de coups de feu et d'explosions à distance. Les combats se sont interrompus après quelques heures.

Selon Richard Ravalomanana, colonel de la police, 21 policiers mutins restaient terrés jeudi dans leurs casernes. Il a annoncé qu'un policier avait été tué, alors qu'un autre policier et un soldat ont été blessés. Claude Rakotondranja, président de la Croix Rouge de Madagascar, a ajouté que trois civils avaient été blessés.

Madagascar est sous tension depuis qu'Andry Rajoelina, un ancien disc-jockey et maire de la capitale, a évincé le président Marc Ravalomanana du pouvoir en mars 2009, avec le soutien de l'armée, suite à des manifestations de rues.

---

## **Colombie. Un défenseur des sans-terre assassiné en Colombie. (21.05)**

### **AP - 20.05**

Un défenseur des familles déplacées par la violence en Colombie a été abattu par des paramilitaires d'extrême-droite opposés à la restitution de leurs terres. C'est un assassinat selon les militants des droits humains.

Rogelio Martinez, âgé de 51 ans, roulait en moto-taxi près de son domicile dans la province de Sucre, quand des hommes armés l'ont intercepté. Ils ont tiré sur lui trois fois, d'après le colonel de la police Hugo Javier Agudelo.

La police n'a pas trouvé les assassins ni déterminé de motif. D'après les militants des droits de l'Homme, il avait reçu des menaces de mort depuis décembre 2008.

Martinez vivait avec 52 familles déplacées en conflit avec les paramilitaires pour une ferme de 556 hectares, "La Alemania", d'après la

commission inter-épiscopale Justice et Paix et le groupe militant CODHES.

Christian Salazar, représentant le bureau colombien du Haut commissariat des Nations unies pour les droits humains a condamné ce meurtre, en rappelant que les activistes qui soutiennent les familles déplacées sont spécialement vulnérables. "Cet assassinat n'a pas simplement eu lieu, il s'inscrit dans un contexte" a souligné Salazar. Trente-quatre militants de cette cause ont péri depuis 2002 selon CODHES. Des paramilitaires amnistiés par le président Alvaro Uribe se sont constitués en gangs pratiquant l'extorsion et le trafic de drogue en Colombie.

---

## **Les fonctionnaires espagnols manifestent contre les baisses de salaire. (21.05)**

**Lemonde.fr et AFP - 20.05**

Des milliers de fonctionnaires ont manifesté jeudi 20 mai devant le ministère de l'économie, à Madrid, contre des baisses de salaire annoncées par le gouvernement socialiste. Des rassemblements similaires se tenaient dans toute l'Espagne en prélude à une grève de la fonction publique prévue le 8 juin par les syndicats. Brandissant des drapeaux aux couleurs des deux grandes centrales syndicales, CCOO ou UGT, et du syndicat indépendant CSIF, des milliers de fonctionnaires ont bloqué vers 18 heures la rue d'Alcala, en plein centre-ville, à deux pas de la très touristique Puerta del Sol.

Dans un tintamarre de sirènes, ils protestaient contre la baisse moyenne de 5 % des salaires que le gouvernement du premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero veut leur imposer dès juin dans le cadre de ses mesures d'austérité. "C'est totalement injuste. Il y a d'autres types de mesures possibles", a estimé Diego, professeur de formation professionnelle à Madrid. "Nous n'avons pas spéculé", a-t-il déclaré, pour dédouaner les fonctionnaires de la crise financière qui justifie aux yeux de l'exécutif la baisse des salaires. "La crise n'a pas eu lieu à cause des fonctionnaires", mais des marchés financiers, relevait Carlo, employé au ministère de l'économie.

### MAILLON FAIBLE DE LA ZONE EURO

Sous la pression des marchés et de ses homologues européens, José Luis Rodriguez Zapatero s'est résolu la semaine dernière à annoncer des mesures d'austérité supplémentaires pour tenter d'accélérer la baisse des déficits publics, qui ont explosé à 11,2 % du PIB en 2009. Ces déficits, conjugués à de faibles perspectives de croissance pour les années à venir, font de l'Espagne un des maillons faibles de la zone euro, certains investisseurs semblant craindre une contagion de la crise grecque.

Au moment même où les fonctionnaires manifestaient, le gouvernement était réuni en conseil des ministres pour approuver par décret-loi ces mesures pour 2010 et 2011, qui comprennent également le gel de la revalorisation de certaines retraites en 2011 ou un coup de frein aux investissements publics d'infrastructures. Le plan d'austérité place M. Zapatero en grande difficulté. Les syndicats, avec lesquels il a toujours entretenu de bons rapports depuis son accession au pouvoir en 2004, n'excluent pas d'appeler à une grève générale dans tous les secteurs.

Le chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, et ses ministres s'infligent une baisse de salaire de 15 %. Elle sera de 10 % pour les secrétaires d'Etat. La baisse des salaires des fonctionnaires entraînera une économie de 2,3 milliards d'euros en 2010, et 2,2 milliards en 2011. La gel de revalorisation des retraites en 2011 entraînera des économies totales d'environ 1,5 milliard d'euros. La suppression de la prime à la naissance allègera la facture de 1,25 milliard d'euros. Le gouvernement a également revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2011, de 1,8 % à 1,3 % du PIB.

### SOUTIEN DES INDÉPENDANTISTES

Les socialistes ne disposent que d'une majorité relative au Parlement, qui devra valider d'ici un mois le décret-loi. M. Zapatero a jusqu'à présent toujours obtenu, au cas par cas, le soutien des indépendantistes basques ou catalans sur l'économie. S'il n'y parvient pas et qu'il ne rallie pas les votes de la droite au nom de l'intérêt national, il s'exposera à une crise politique, avec éventuelle motion de censure à la clé. A Madrid, certains manifestants scandaient "Zapatero, démission !" Pour tenter d'apaiser son électorat, M. Zapatero a annoncé mercredi qu'il travaillait à un nouvel impôt pour les plus riches. Selon la presse, il frapperait ceux qui possèdent un patrimoine de plus d'un million d'euros.

---

## **Espagne. Appel à la grève dans les chemins de fer espagnols le 28 mai. (23.05)**

**Reuters - 21.05**

Un appel à une grève de vingt-quatre heures a été lancé samedi pour le 28 mai dans les chemins de fer espagnols afin de défendre l'emploi et dénoncer la dégradation des conditions de travail.

Des arrêts de travail avaient déjà eu lieu en février et mars derniers.

Dans un communiqué, le syndicat fédéral ferroviaire SFF menace d'organiser d'autres grèves en juin si la direction de la Renfe refuse de négocier sur l'emploi et les conditions de travail.

---

## **Espagne. PSOE = FMI. La réaction en trois actes. (25.05)**

**Reuters et Lefigaro.fr - 24.05**

1-Haro sur le prolétariat ! L'Espagne doit se réformer en profondeur dans un contexte de reprise économique fragile, déclare le Fonds monétaire international (FMI), pointant le "dysfonctionnement" du marché du travail.

"Les défis sont immenses : un marché de travail en état de dysfonctionnement, l'éclatement de la bulle immobilière, un important déficit budgétaire, un lourd endettement du secteur privé (...), une hausse de la productivité quasi-inexistante, une faible compétitivité et un secteur bancaire présentant des îlots de faiblesse", précise le FMI dans son rapport annuel sur l'Espagne publié lundi.

"Cela doit être compensé par des réformes structurelles, porteuses de croissance, s'appuyant sur les progrès effectués dans le secteur des biens et de l'immobilier, qui modernisent le marché de l'emploi" apprend-on dans le rapport.

Le Fonds souhaite en particulier que le coût du licenciement soit abaissé «au moins aux niveaux moyens en vigueur dans l'Union européenne», que l'indexation des salaires avec l'inflation soit abolie et une «décentralisation de la fixation des salaires».

«L'analyse que le FMI a réalisée de la situation correspond à celle du gouvernement, à savoir que l'économie espagnole est entrée dans une phase de stabilisation (...) mais que cette récupération est encore fragile et que le gouvernement ne doit pas retarder les réformes structurelles annoncées», a répondu, du tac au tac, le ministère de l'Économie. (Reuters et Lefigaro.fr 24.05)

2- Le sauvetage des banques est prioritaire. La banque centrale espagnole a annoncé samedi avoir pris le contrôle de la caisse d'épargne CajaSur après l'échec de son projet de rapprochement avec son homologue Unicaja. (Reuters 24.05)

3- Collaboration de classes. La menace d'une grève générale pour protester contre le plan d'austérité gouvernemental se précise en Espagne, même si les syndicats hésitent à franchir le pas.

"Nous en sommes désormais plus proches qu'il y a une semaine", déclaré lundi le secrétaire général du syndicat des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, sur la chaîne de télévision TVE.

Mais il a ajouté : "Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne."

"Nous aurons cette semaine d'intenses négociations, principalement avec les représentants du patronat, mais aussi avec le gouvernement, pour parvenir à un accord", a dit Toxo à des journalistes. (Reuters 24.05)

Ce Toxo, le clone de Thibault ou Chérèque !

---

## **Italie. Le gouvernement italien approuve un plan de 24 milliards d'euros d'économies budgétaires. (26.05)**

**AP - 25.05**

Le gouvernement italien a approuvé mardi un plan d'austérité de 24 milliards d'euros pour 2011-2012 afin de réduire son déficit budgétaire et protéger le pays des spéculations qui ont poussé la Grèce au bord de la faillite.

Les mesures approuvées en Conseil des ministres doivent permettre de ramener le déficit sous la barre des 3% du Produit intérieur brut d'ici à 2012, contre 5,3% du PIB en 2009, et d'apaiser les craintes des marchés face au fardeau de la dette publique de 115% du PIB, le plus élevé de la zone euro, qui compte 16 pays membres.

Le gouvernement a déclaré dans un communiqué que les mesures visaient à réduire les dépenses publiques et lutter contre l'évasion fiscale.



Le président du Conseil Silvio Berlusconi et le ministre des Finances Giulio Tremonti doivent tenir une conférence de presse mercredi après-midi pour détailler l'éventail de ces mesures.

Ces dernières comprennent un gel des salaires dans la Fonction publique pendant trois ans, des baisses de salaires pour les fonctionnaires les mieux payés. Le plan comprend aussi des dispositions destinées à réduire la bureaucratie, aider le sud de l'Italie sous-développé et lutter contre des fraudes aux allocations.

L'ensemble de ces mesures, qui doivent être approuvées par le Parlement, s'inscrivent dans le cadre d'une cure d'austérité en cours sur le continent, à l'heure où l'Europe tente de convaincre les marchés qu'elle peut maîtriser son endettement et éviter une situation comparable à celle de la Grèce.

Giulio Tremonti a rencontré mardi des responsables locaux pour présenter les mesures et obtenir leur coopération.

Gianni Letta, l'un des collaborateurs du président du Conseil Silvio Berlusconi, a souligné lundi soir l'importance de ces mesures. "Nous sommes contraints de faire de très lourds et difficiles sacrifices, j'espère de façon provisoire, pour sauver notre pays du risque grec", a-t-il déclaré à L'Aquila, selon l'agence de presse ANSA.

---

## **Espagne. Les syndicats espagnols appellent à la grève pour protester contre l'austérité. (26.05)**

**Lemond.fr et AFP - 24.05**

La menace d'une grève générale pour protester contre le plan d'austérité gouvernemental se précise en Espagne, même si les syndicats hésitent à franchir le pas. "Nous en sommes désormais plus proches qu'il y a une semaine", a déclaré lundi le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, sur la chaîne de télévision TVE. Mais il a ajouté : "Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne." Les CCOO, principal syndicat du pays, et l'Union générale des travailleurs (UGT), la seconde centrale du pays, ont déjà lancé un mot d'ordre de grève dans la fonction publique le 8 juin prochain.

Pour prouver aux marchés que l'Espagne peut maîtriser son déficit budgétaire, le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero a annoncé un plan d'austérité qui prévoit notamment une forte réduction des salaires de la fonction publique et des dépenses d'investissement de l'Etat. En dépit de sondages défavorables et des menaces des syndicats, José Luis Zapatero a affirmé dimanche 23 mai que le gouvernement résisterait aux pressions et ne reviendrait pas sur son plan, qui vise à économiser 15 milliards d'euros sur deux ans.

"Je sais qu'il y a des protestations de la part de ceux qui ne partagent pas les vues du gouvernement, comme les syndicats, mais nous ne changerons pas", a-t-il déclaré lors d'une réunion du Parti socialiste ouvrier à Elche, dans le sud-est de l'Espagne. "Personne ne peut douter que l'Espagne est un pays fort et une puissance économique qui remplira ses obligations et paiera ses dettes", a-t-il ajouté.

Alors que le chômage a dépassé récemment la barre des 20 % de la population active, Madrid a annoncé la suppression de 13 000 postes dans la fonction publique cette année. Un sondage réalisé le 13 mai, au lendemain de la présentation du plan d'austérité, montre que l'avance de l'opposition de droite dans les intentions de vote a plus que doublé. Le Parti populaire, crédité avant les mesures de 4,2 % de plus que le Parti socialiste de José Luis Zapatero, dispose désormais d'une marge de 9,1 %.

L'ancien président conservateur du gouvernement, José Maria Aznar, a exhorté son successeur à démissionner en invoquant l'incapacité historique des socialistes à sortir le pays d'une crise économique. Si l'économie espagnole a crû pour la première fois en près de deux ans au premier trimestre, le rythme de croissance affiché (+ 0,1 %) est faible et risque de le rester.

---

## **Le Danemark à son tour frappé par la rigueur. (26.05)**

**Lemond.fr et AFP - 25.05**

Le Danemark, tant vanté pour la solidité de son modèle social, est à son tour touché par la vague de rigueur qui parcourt l'Europe. Le gouvernement a annoncé mardi qu'il allait réduire de quatre à deux ans la durée maximale d'indemnisation du chômage, jusque-là une des plus longues au monde.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un accord avec l'extrême droite sur un vaste plan d'austérité budgétaire. Le plan danois vise à ramener le déficit sous la barre de la limite européenne des 3 % du produit intérieur brut d'ici 2013, contre les 5,5 % prévus en 2010, avec des économies totales de 24 milliards de couronnes (3,2 milliards d'euros) d'ici à 2013.

## 'DÉCLARATION DE GUERRE'

Outre la réforme de l'assurance chômage, il prévoit notamment un gel de l'aide au développement durant trois ans, un plafond pour les allocations familiales, la suppression d'allègements fiscaux et la baisse de 5 % des salaires des ministres.

Le dirigeant du principal syndicat danois LO, Harald Boersting, a dénoncé une 'déclaration de guerre'. Le parti social-démocrate, principale force d'opposition, a pour sa part regretté une attaque contre le modèle de 'flexisécurité' danois, qui combine licenciement facile et indemnisation chômage généreuse et de longue durée.

'Le Danois moyen n'a pas beaucoup de sécurité de l'emploi. En contrepartie, il est protégé par un système solide d'indemnisation chômage et quelques syndicats puissants. Maintenant, (le gouvernement) vient changer ça comme un voleur au milieu de la nuit', a dénoncé Henrik Sass Larsen, un porte-parole du parti.

---

## **En Chine, des salariés doivent s'engager par écrit à ne pas se suicider. (27.05)**

### **Libération.fr et AFP - 26.05**

Foxconn Technology, fournisseur taiwanais de composants d'Apple, confronté à une vague de suicides dans son usine du sud de la Chine, a pris ce mercredi des mesures radicales, demandant notamment à ses employés de s'engager par écrit à ne pas se suicider.

Un nouvel employé du groupe qui fournit de grandes multinationales s'est tué mardi en se jetant d'un immeuble de Foxconn à Shenzhen, dixième suicide en Chine depuis janvier au sein du premier fabricant de composants électroniques au monde et neuvième à Shenzhen même, une ville aux portes de Hongkong.

Au total, douze employés chinois de Hon Hai Precision Industry, connu sous le nom commercial de Foxconn, se sont jetés dans le vide depuis le début de l'année. Deux ont été grièvement blessés.

Mercredi, le président et fondateur du groupe, Terry Gou, venu de Taïwan en jet privé, a présenté des excuses pour les suicides. «Je présente mes excuses pour l'impact que cela a eu sur la société», a-t-il déclaré. «Je ferai de mon mieux pour sauver des vies», a-t-il ajouté. Il a cependant défendu les pratiques de management du groupe et laissé entendre que certains suicides étaient plus liés à des problèmes personnels. Pratiques humiliantes

Selon la chaîne de télévision taiwanaise CTI et le journal cantonais Southern Metropolis Daily, la direction du groupe a demandé aux employés de s'engager par écrit à ne pas attenter à leurs jours et à accepter un traitement psychiatrique «si leur état physique ou mental est anormal».

Par ailleurs, des filets auraient été tendus autour des bâtiments pour dissuader les sauts dans le vide.

En juillet, un premier suicide chez Foxconn avait fait grand bruit en Chine, celui d'un employé qui avait été tenu pour responsable de la disparition d'un exemplaire de l'iPhone d'Apple, produit par son entreprise, et avait fait l'objet d'une enquête interne «humiliante», selon ses confidences à un ami juste avant sa mort.

Apple, qui prépare le lancement mondial de son iPad, a indiqué qu'il évaluait les efforts entrepris par Foxconn pour éviter tout nouveau suicide. «Apple s'engage à assurer que les conditions sur les chaînes de production soient sûres et que les employés soient traités avec respect et dignité», a indiqué à l'AFP un porte-parole.

---

## **Italie. Berlusconi défend le plan d'austérité, grève générale envisagée. (27.05)**

### **Reuters - 26.05**

"Les sacrifices requis sont indispensables pour sauver l'euro", a déclaré mercredi Silvio Berlusconi pour justifier son plan d'austérité de 25 milliards d'euros que la principale centrale syndicale italienne entend contester lors d'une journée de grève nationale.

Le plan a été adopté mardi soir par décret lors d'un conseil des ministres extraordinaire.

La CGIL, qui revendique plus de cinq millions d'adhérents, va leur proposer une grève générale de quatre heures fin juin, pour protester

contre les mesures d'assainissement des finances publiques, qui prévoient notamment le gel des salaires dans la fonction publique et d'importantes coupes dans le budget des régions.

"Les fonctionnaires sont prêts à faire des sacrifices, mais ils refusent d'être les seuls", a déclaré Guglielmo Epifani, secrétaire générale de la confédération, lors d'une conférence de presse.

Plus conciliantes, la CISL et l'UIL, deux autres grandes centrales syndicales, ont toutefois souhaité davantage de sacrifices de la part des hauts fonctionnaires pour sauver "une économie en guerre".

L'Italie, troisième puissance économique européenne, a mieux résisté à la crise financière que la plupart de ses partenaires, mais sa dette publique, qui atteint 118% du PIB, est comparable à celui de la Grèce. Le plan d'austérité doit ramener le déficit de 5,3% du PIB l'an dernier à 2,7% en 2012.

Le ministre de l'Economie, Giulio Tremonti a précisé que les coupes budgétaires s'élevaient à 24,9 milliards d'euros sur deux ans, soit 900 millions de plus que prévu.

Le projet prévoit entre autres une réduction de 10% du budget des ministères, la dissolution de plusieurs organismes publics et des mesures contre l'évasion fiscale.

Les autorités régionales verront en outre leur budget amputés de 4,5 milliards d'euros par an, a poursuivi le ministre, jugeant cette réduction "importante mais pas insupportable".

Giulio Tremonti a par ailleurs confirmé trois ans de gel des salaires dans la fonction publique.

Le FMI s'est "vivement félicité" de ce plan et Olli Rehn, commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, l'a jugé "très important".

---

## **Portugal. Les Portugais manifestent contre le plan de rigueur. (30.05)**

### **Libération.fr et AFP - 29.05**

Des milliers de fonctionnaires et salariés du privé se sont rassemblés samedi après-midi à Lisbonne pour participer à une grande manifestation nationale contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement pour redresser les finances publiques.

«Nous ne voulons pas que la société portugaise tombe dans l'indifférence et se résigne», a déclaré à l'AFP Manuel Carvalho da Silva, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale, qui a appelé à cette journée d'action.

Les manifestants entendent exprimer leur opposition à la cure de rigueur du gouvernement socialiste qui, après avoir annoncé en février un premier programme d'austérité basé essentiellement sur une réduction des dépenses, a présenté en mai de nouvelles mesures dont une hausse généralisée des impôts, la baisse des aides sociales ou encore le gel des embauches des fonctionnaires.

«Nous voulons que les mesures exceptionnelles, telles que la hausse de la TVA ou des impôts sur les revenus des ménages, soient associées à un calendrier et qu'elles s'inscrivent dans une stratégie à long terme», a expliqué M. Carvalho da Silva.

Fonctionnaires et salariés du privé, venus de différentes régions dans des dizaines de cars, se sont rassemblés en début d'après-midi dans plusieurs points de la capitale avant de défiler ensemble sur la principale artère de Lisbonne.

Les professeurs se sont massés devant le ministère de l'Education, portant des pancartes bleues et rouges exigeant «que les responsables de la crise en payent les conséquences!» ou appelant «à geler le gouvernement».

Les mesures d'austérité doivent permettre d'accélérer l'assainissement des finances publiques face au risque d'une contagion de la crise grecque et à l'explosion des taux d'intérêts de la dette, explique le gouvernement portugais qui s'est engagé à ramener son déficit de 9,4% du PIB en 2009 à 4,6% dès 2011 et sous les 3% préconisés par Bruxelles en 2013.

Les organisateurs de la manifestation tablent sur plus de 200.000 participants, espérant battre le record d'affluence de ces dernières années qui remonte au 13 mars 2009 lorsque quelque 200.000 personnes avaient battu le pavé à Lisbonne pour réclamer de meilleures conditions de travail.

L'Union générale des travailleurs (UGT), deuxième confédération syndicale portugaise, historiquement proche du Parti socialiste, s'est démarquée de cette initiative affirmant «privilégier le dialogue» et refuser d'ajouter une «instabilité sociale» aux problèmes économiques du pays.

Jerónimo de Sousa, secrétaire général du Parti communiste (PCP), dont le parti est proche de la CGTP, devait participer à la journée d'action à Lisbonne. La semaine dernière le PCP avait déposé une motion de censure contre la politique de «stagnation économique et de régression sociale» du gouvernement.

Minoritaire au Parlement, le gouvernement socialiste avait échappé à cette sanction grâce à l'abstention du principal parti de droite (PSD), qui a apporté son soutien au programme d'austérité de l'exécutif.

«L'accord entre le gouvernement socialiste et le PSD +pour calmer les marchés+ protège le capital mais pénalise les travailleurs, les retraités et les chômeurs, tous des victimes» de ce plan de rigueur, souligne un tract de la CGTP qui n'exclut pas d'appeler à une grève générale dans les prochains jours.

«Plus la mobilisation sera forte samedi et plus nous serons en mesure d'appeler à une grève», a indiqué Libério Domingues, de la commission exécutive de la CGTP.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)